

France Télécom atteint ses objectifs commerciaux et financiers 2009, avec un cash-flow organique de 8,35 milliards d'euros

Caveat : les chiffres publiés n'intègrent plus les activités au Royaume-Uni qui ont été déconsolidées suite à l'annonce en septembre 2009 du projet de fusion des activités d'Orange et de T-Mobile au Royaume-Uni, le secteur Royaume-Uni est traité dans les comptes comme une activité cédée ou en cours de cession.

- progression soutenue du nombre total de clients, avec 193 millions de clients au 31 décembre 2009 (+5,7%)
- chiffre d'affaires consolidé de 45,944 milliards d'euros, en baisse de 1,8% à base comparable (50,952 milliards d'euros en incluant le Royaume-Uni). Hors effets de la régulation, le chiffre d'affaires progresse de 0,1% sur l'année 2009
- l'EBITDA retraité s'élève à 16,327 milliards d'euros soit un taux de 35,5%, en baisse de 0,5 point à base comparable (17,254 milliards d'euros en incluant le Royaume-Uni). Hors effets de la régulation et nouvelles taxes, le taux d'EBITDA¹ retraité² est en progression de 0,1 point. Le résultat net part du Groupe à 4,849 milliards d'euros en termes comparables, en diminution de 6,4% (2,997 milliards en données publiées)
- investissements à 5,3 milliards d'euros, soit un taux d'investissement de 11,5% du chiffre d'affaires
- le cash flow organique s'élève à 8,35 milliards d'euros, supérieur à l'objectif annoncé
- proposition d'un dividende de 1,40 euro par action au titre de l'exercice 2009 dont le solde de 0,8€ sera payé le 17 juin 2010
- le Groupe maintient ses ambitions de génération de cash-flow organique pour 2010 et 2011
- **hausse de 5,7% sur un an de la base-clients** totale (soit 192,7 millions de clients au 31 décembre 2009)
 - croissance de 8,8% de la base-clients mobile (132,6 millions de clients)
 - progression de 4,1% des accès haut débit ADSL (13,5 millions de clients) ; développement très rapide de la TV numérique : 3,2 millions abonnés au 31 décembre 2009, soit une hausse de 53% sur un an
- **chiffre d'affaires**, en progression de 0,1% hors effets de la régulation :
 - progression de 1,6% des opérations en France dont +5,0% pour les services mobiles



- croissance de 5,8% en Afrique et au Moyen-Orient
- hausse de 3,1% de l'Europe de l'Ouest tirée par la Belgique
- les autres opérations restent marquées par la détérioration de l'environnement économique, notamment la Roumanie avec un chiffre d'affaires en baisse de 16,7% et le secteur Entreprises en recul de 3,5%
- au 4^{ème} trimestre 2009, amélioration du chiffre d'affaires tirée par l'Europe de l'Ouest, l'Espagne, l'Afrique et le Moyen-Orient
- **taux d'EBITDA retraité¹ de 35,5%**, soit une diminution de 0,5 point par rapport à l'année 2008 qui reflète l'impact des mesures de régulation et les taxes nouvelles
- hors provision du programme « temps partiel seniors » (TPS), les taux d'EBITDA de la France et du secteur Entreprise sont stables
- amélioration notable de la rentabilité des services mobiles en Espagne (+1,1 point)
- l'évolution du taux d'EBITDA du secteur Reste du Monde est marquée par l'impact des opérations nouvelles et de l'environnement économique en Europe Centrale (-2,5 points)
- **les investissements s'élèvent à 5,3 milliards d'euros (11,5% du CA)**, contre 6,3 milliards en 2008 (13,4 % du CA) à base comparable (en incluant le Royaume-Uni, les investissements sont de 5,66 milliards d'euros contre 6,87 milliards d'euros en 2008)
 - cette réduction est liée à :
 - la non reconduction d'investissements immobiliers réalisés en 2008 pour 163 millions d'euros
 - l'optimisation et l'adaptation des investissements au niveau d'activité notamment dans les réseaux 2G, l'informatique et les réseaux fixes commutés (RTC)
 - au 4^{ème} trimestre, le niveau des investissements est significativement plus élevé que le niveau moyen des trois premiers trimestres de l'année, conformément à la saisonnalité des années antérieures
- **progression de 4,2% du cash-flow organique à 8,350 milliards d'euros** contre 8,016 milliards d'euros en 2008
 - la progression du cash-flow organique reflète l'amélioration du résultat financier, la baisse de l'impôt sur les sociétés décaissé, ainsi que la diminution des dépenses liées à l'acquisition de licences de télécommunications.
- **diminution de l'endettement financier net à 33,9 milliards d'euros** au 31 décembre 2009 (soit un ratio dette nette sur EBITDA retraité¹ de 1,97) contre 35,9 milliards d'euros au 31 décembre 2008 (soit un ratio de 1,96). Hors l'effet de l'offre publique d'achat sur actions ECMS en cours (1,082 milliard d'euros), l'endettement financier net s'établit à 32,9 milliards d'euros au 31 décembre 2009, soit un ratio dette nette sur EBITDA retraité de 1,90, en ligne avec la politique financière du Groupe.
- **résultat net part du Groupe** en baisse de 6,4% en termes comparables², à 4,849 milliards d'euros. En données publiées, il s'établit à 2,997 milliards d'euros contre 4,069 milliards d'euros en 2008

¹ L'EBITDA retraité exclut sur l'exercice 2009 les deux éléments non récurrents suivants, sans incidence sur la trésorerie du Groupe en 2009 : (i) une charge de 964 millions d'euros liée à la décision du Tribunal de Première Instance de l'Union Européenne (TPIUE) relative au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003, et (ii) une provision de 569 millions d'euros constituée au titre de la mise en place du "temps partiel seniors" (TPS) suite à l'accord sur l'emploi des seniors signé en novembre 2009.

² Les principaux éléments non récurrents pris en compte pour établir le résultat net part du Groupe en termes comparables sont indiqués à la page 9, rubrique « résultat net ».



A l'occasion de la publication des résultats 2009 consolidés, **Didier Lombard**, Président-Directeur Général de France Télécom a déclaré : « *La performance du Groupe en 2009 confirme le succès de la stratégie d'opérateur intégré engagée en 2005. Depuis lors, le Groupe a significativement augmenté le nombre de ses clients comme sa présence géographique et pris les virages technologiques qui lui permettent d'assurer son avenir. Au moment de passer le témoin à Stéphane Richard, je voudrais partager ces succès avec l'ensemble des salariés du Groupe.* »

Stéphane Richard, Directeur Général nommé de France Télécom a ajouté : « *Je tiens tout d'abord à remercier Didier Lombard pour la profonde transformation de France Télécom, passé d'un monopole national à un groupe mondial solide, qui compte plus de 190 millions de clients et 180 000 salariés dans 32 pays, et a su garder le cap de la performance économique. C'est un magnifique groupe, avec beaucoup d'atouts, même s'il traverse aujourd'hui une crise de confiance en France. Nous avons entamé un travail de refondation de l'entreprise pour donner de nouvelles perspectives à l'ensemble du Groupe. Ce projet, qui sera annoncé avant l'été, a pour objectif de remettre clients et salariés au cœur des préoccupations de l'équipe dirigeante. Il nous faut maintenant réconcilier performance économique et ambition sociale tout en préservant notre leadership en matière d'innovation. C'est à cette tâche passionnante que je vais désormais m'atteler, entouré d'une équipe renouvelée et solidaire.* »

informations complémentaires

Le Conseil d'administration de France Télécom SA s'est réuni le 24 février 2010 et a examiné les comptes consolidés et sociaux de France Télécom.

Les commissaires aux comptes du Groupe ont effectué leurs diligences d'audit sur ces comptes et les rapports d'audit relatifs à leur certification sont en cours d'émission.

Des informations plus détaillées sont disponibles sur les sites Internet de France Télécom :

<http://www.orange.com>

<http://www.francetelecom.com>



indicateurs-clés³

• données annuelles

en millions d'euros	2009	2008 à base comparable (non audité)	2008 en données historiques	variation à base comparable (en %)	variation en données historiques (en %)	dont variation de change (en %)	Dont variation de périmètre (en %)
Chiffre d'affaires							
France	23 639	23 627	23 726	0,1	-0,4	-	-0,4
Royaume-Uni	5 108	5 289	5 926	-3,4	-13,8	-10,7	-
Espagne	3 887	4 067	4 067	-4,4	-4,4	-	-
Pologne	3 831	4 202	5 184	-8,8	-26,1	-18,9	-
Reste du monde	8 308	8 409	8 322	-1,2	-0,2	1,3	-0,2
Entreprises	7 559	7 834	7 785	-3,5	-2,9	0,6	-
Opérateurs Internationaux et Services Partagés	1 388	1 345	1 349	3,2	2,9	-	-0,3
Éliminations	-2 768	-2 816	-2 871	-	-	-	-
Chiffre d'affaires y compris Royaume-Uni	50 952	51 957	53 488	-1,9	-4,7	-2,7	-0,1
Chiffre d'affaires du Groupe hors Royaume-Uni	45 944	46 800	47 699	-1,8	-3,7	-1,7	-0,2
EBITDA retraité⁴ :							
France ⁴	9 713	9 781	9 854	-0,7	-1,4	-	-0,7
Royaume-Uni	939	1 080	1 204	-13,1	-22,0	-13,7	3,4
Espagne	729	614	614	18,8	18,8	-	-
Pologne	1 462	1 740	2 146	-16,0	-31,9	-19,0	0,1
Reste du monde	3 237	3 491	3 446	-7,3	-6,0	1,4	-
Entreprises ⁴	1 529	1 578	1 508	-3,1	1,4	4,7	-
Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁴	-355	-371	-444	-4,3	-20,0	-4,1	-12,0
Éliminations	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA⁴ y compris le Royaume-Uni	17 254	17 913	18 328	-3,7	-5,9	-2,4	0,1
En % du chiffre d'affaires	33,9%	34,5%	34,3%	-0,6 pt	-0,4 pt		
EBITDA du Groupe⁴ (hors Royaume-Uni)	16,327	16 832	17 083	-3,0	-4,4	-1,6	0,1
En % du chiffre d'affaires	35,5%	36,0%	35,8%	-0,5 pt	-0,3 pt		
Résultat d'Exploitation	7 859	9 910	9 945				
Résultat net part du Groupe	2 997		4 069				
Résultat net part du Groupe En termes comparables	4 849		5 181				
CAPEX (hors Royaume-Uni et hors licences GSM et UMTS)	5 304	6 283	6 414	-15,6	-17,3	-2,1	-0,0
En % du chiffre d'affaires	11,5%	13,4%	13,4%	-1,9 pt	-1,9 pt		
Cash-flow organique	8 350		8 016		4,2		
	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2009 ⁵	Au 31 décembre 2008				
Endettement financier net	33 941	32,859	35 859				
Ratio Endettement financier net / EBITDA retraité et y compris Royaume-Uni	1,97	1,90	1,96				

³ Suite à l'annonce en septembre 2009 du projet de fusion des activités d'Orange et de T-Mobile au Royaume-Uni, le secteur Royaume-Uni est traité dans les comptes comme une activité cédée ou en cours de cession. Il reste cependant présenté en tant que secteur opérationnel dans l'information sectorielle des comptes consolidés (se reporter à l'analyse par secteur opérationnel, page 17).

⁴ L'EBITDA retraité exclut sur l'exercice 2009 (i) la provision liée au programme « temps partiel séniors » (TPS) de 461 millions d'euros pour le secteur France, 28 millions pour Entreprises et 80 millions pour le secteur Opérateurs Internationaux et Services Partagés, et (ii) la charge de 964 millions d'euros liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003, portée par le secteur Opérateurs Internationaux et Services Partagés.

⁵ Hors effet de l'offre publique d'achat sur actions ECMS en cours, pour 1,082 milliard d'euros.



• données trimestrielles⁶

	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2008 à base comparable (non audité)	4 ^{ème} trimestre 2008 en données historiques	Variation à base comparable (en %)	variation en données historiques (en %)	dont variation de change (en %)	Dont variation de périmètre (en %)
<i>en millions d'euros</i>							
Chiffre d'affaires							
France	5 919	6 013	6 056	-1,6	-2,3	-	-0,7
Royaume-Uni	1 290	1 305	1 410	-1,2	-8,5	-7,4	-
Espagne	961	994	994	-3,3	-3,3	-	-
Pologne	961	1 097	1 218	-12,4	-21,1	-10,0	-
Reste du monde	2 118	2 140	2 287	-1,0	-7,4	-2,7	-3,8
Entreprises	1 900	2 010	2 042	-5,5	-6,9	-1,4	-0,1
Opérateurs Internationaux et Services Partagés	349	380	375	-8,3	-7,2	-0,4	1,6
Éliminations	-689	-735	-748	-	-	-	-
Chiffre d'affaires y compris Royaume-Uni	12 808	13 204	13 634	-3,0	-6,1	-2,3	-0,9
Chiffre d'affaires du Groupe (hors Royaume-Uni)	11 540	11 929	12 254	-3,3	-5,8	-1,7	-0,9
EBITDA retraité⁷ du Groupe (hors Royaume-Uni)	3 674	3 707	3 722	-0,9	-1,3	-1,2	0,8
En % du chiffre d'affaires	31,8%	31,1%	30,4%	0,7 pt	1,4 pt		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)							
France	747	711	708	4,9	5,4	-	0,5
Espagne	153	173	173	-11,6	-11,6	-	-
Pologne	232	193	221	20,1	5,1	-12,5	-
Reste du monde	485	607	642	-20,0	-24,4	-2,6	-2,8
Entreprises	102	116	117	-12,4	-12,9	-0,5	-
Opérateurs Internationaux et Services Partagés	99	235	238	-57,9	-58,5	-0,1	-1,4
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	1 817	2 035	2 099	-10,7	-13,4	-2,2	-0,8
En % du chiffre d'affaires	15,7%	17,1%	17,1%	-1,4 pt	-1,4 pt		
EBITDA retraité⁷ – CAPEX	1 856	1 671	1 624	11,1	14,3		

⁶ Les données financières trimestrielles ne sont pas auditées.

⁷ L'EBITDA retraité du Groupe exclut (i) la charge liée au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003 (964 millions d'euros) et (ii) la provision relative au dispositif « temps partiel séniors » (TPS) (569 millions d'euros).



analyse des chiffres-clés du Groupe

chiffre d'affaires

sur l'ensemble de l'année 2009 :

Le chiffre d'affaires du groupe France Télécom (hors Royaume-Uni) s'établit à 45,944 milliards d'euros en 2009, soit une diminution de 1,8% à base comparable et de 3,7% en données historiques. Hors l'impact des mesures de régulation (-924 millions d'euros), il enregistre une progression de 0,1%.

En incluant le Royaume-Uni, le chiffre d'affaires⁸ du Groupe s'élève à 50,952 milliards d'euros, soit une diminution de 1,9% par rapport à l'année précédente à base comparable. Hors l'impact des mesures de régulation (-1,116 milliard d'euros), il enregistre une progression de 0,2%.

Hors mesures de régulation :

- la France progresse de 1,6% : les services mobiles sont en hausse de 5,0%, tandis que les services fixes résistent avec une baisse limitée à -0,4%,
- l'Afrique et le Moyen-Orient poursuivent leur croissance soutenue (+5,8%), tirée notamment par l'Égypte (+8,2%) et les opérations nouvelles en Afrique⁹ (+23,1%),
- l'Europe de l'Ouest¹⁰ progresse de 3,1% grâce à la Belgique (+4,2%) et au Luxembourg (+16,1%),
- le Royaume-Uni retrouve une croissance annuelle positive (+0,2%) grâce à un 4^{ème} trimestre particulièrement dynamique de ses services mobiles,
- en Espagne, l'activité du 4^{ème} trimestre, mieux orientée, permet de limiter la baisse annuelle à 0,1% contre une diminution de 0,7% sur les neuf premiers mois de l'année,
- en Pologne, la baisse annuelle de 3,3% reflète le recul tendanciel des services fixes et, dans une moindre mesure, le tassement des offres prépayées des services mobiles,
- le secteur Entreprises enregistre un recul de 2,3% (hors ventes d'équipements de réseau) qui reflète le ralentissement général de l'activité économique,
- en Europe Centrale, la baisse de 9,7% est liée, pour l'essentiel, à la détérioration de l'environnement économique en Roumanie (-16,7%).

L'évolution du chiffre d'affaires en données historiques (y compris le Royaume-Uni) ressort à -4,7%. Elle inclut pour plus de la moitié (soit 2,7 points de baisse) l'effet défavorable des taux de change, lié notamment à la dépréciation du zloty polonais (-1,8 points) et de la livre sterling (-1,2 point), partiellement compensé par l'appréciation des autres monnaies (+0,3 point). L'évolution en données historiques inclut, par ailleurs, l'effet des variations de périmètre pour -0,1 point, avec, en particulier, la cession des activités de e-commerce en France (TopAchat et Alapage).

au 4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires du groupe France Télécom (hors Royaume-Uni) s'établit à 11,540 milliards d'euros en 2009, soit une diminution de 3,3% à base comparable et de 5,8% en données historiques.

En incluant le Royaume-Uni, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 12,808 milliards d'euros, en diminution de 3,0% en données à base comparable par rapport au 4^{ème} trimestre 2008. Hors mesures de régulation (-364 millions d'euros), la baisse est limitée à -0,2%, soit une amélioration de 0,7 point par rapport au trimestre précédent (-0,9%) qui concerne :

- l'Europe de l'Ouest, en progression de 6,4% au 4^{ème} trimestre après +1,7% au 3^{ème} trimestre, liée à la Belgique (progression des ventes de terminaux mobiles et amélioration des services voix),
- le Royaume-Uni, en croissance de 3,7% après une baisse de 2,4% au 3^{ème} trimestre,
- l'Espagne, qui enregistre une croissance trimestrielle positive (+1,9%, après -0,2% au 3^{ème} trimestre), grâce à la progression de la base-clients (forfaits et prépayés) et à la forte croissance des services de données,

⁸ Avant la déconsolidation des sociétés au Royaume-Uni qui seront apportées à la co-entreprise avec Deutsche Telekom et qui, dans les comptes de l'exercice 2009, sont traitées comme des activités en cours de cession.

⁹ Opérations nouvelles en Afrique : Kenya, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, République de Centrafrique et Ouganda.

¹⁰ Europe de l'Ouest : Belgique, Luxembourg et Suisse.



- l'Afrique et le Moyen Orient, dont la hausse de 6,0% au 4^{ème} trimestre (après +4,8% au 3^{ème} trimestre) reflète la progression plus marquée du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, tandis que l'Egypte, le Mali et les opérations nouvelles en Afrique poursuivent leur croissance soutenue.

En France, l'activité reste bien orientée avec un chiffre d'affaires des services mobiles en hausse de 2,7% (hors régulation), tiré par la progression de la base-clients et le développement des services de données.

L'évolution du secteur Entreprises, en recul de 4,2% au 4^{ème} trimestre (hors ventes d'équipements) reste comparable à celle observée au 3^{ème} trimestre (-3,9%).

En Pologne, le recul s'établit à 6,1% au 4^{ème} trimestre (hors régulation), marqué par le ralentissement de la croissance des services haut débit ADSL et le tassement de l'ARPU¹¹ des services mobiles.

La baisse en Europe Centrale reste significative (-13,1% hors régulation), générée par l'évolution des opérations en Roumanie (-20,5%) et dans une moindre mesure en Slovaquie (-5,3%).

évolution de la base-clients

Le nombre de clients du Groupe¹² (hors MVNO) s'élève à 192,7 millions au 31 décembre 2009, en hausse de 5,7% par rapport au 31 décembre 2008, soit 10,4 millions de clients supplémentaires (nets des résiliations) acquis en un an. La progression de la base-clients mobiles reste soutenue : le nombre de clients (hors MVNO) s'élève à 132,6 millions au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 8,8% en un an (+10,8 millions de clients supplémentaires, nets des résiliations). Le 4^{ème} trimestre est resté très actif avec 3,8 millions de clients mobiles supplémentaires.

Parallèlement, la base de clients MVNO en Europe progresse de 25% avec 4,0 millions au 31 décembre 2009 (dont 2,4 millions en France) contre 3,2 millions un an plus tôt (dont 1,8 million en France).

Le développement des services d'accès haut débit ADSL¹³ se poursuit avec 13,5 millions de clients au 31 décembre 2009, en hausse de 4,1% sur un an. Les usages haut débit sont en progression rapide avec, au 31 décembre 2009 :

- 3,2 millions d'abonnés à la TV numérique (IPTV et satellite), soit une progression de 53% en un an ;
- 7,6 millions d'abonnés à la Voix sur IP (+17% en un an) ;
- 8,8 millions d'abonnés à la Livebox (+12% en un an).

EBITDA

sur l'ensemble de l'année 2009

L'EBITDA¹⁴ (hors Royaume-Uni) s'établit à 14,794 milliards d'euros. Il inclut deux éléments non récurrents suivants, pris en compte au 4^{ème} trimestre :

- une charge de 964 millions d'euros liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003,
- une provision de 569 millions d'euros, au titre de la mise en place du « temps partiel séniors¹⁵ » (TPS).

L'EBITDA retraité de ces deux éléments s'élève à 16,327 milliards d'euros en 2009, soit un taux d'EBITDA retraité, rapporté au chiffre d'affaires de 35,5% contre 36,0% en 2008 à base comparable. La diminution de 0,5 point entre les deux années reflète :

- l'impact des mesures de régulation pour -392 millions d'euros (hors Royaume-Uni) ;
- et l'effet de la mise en place depuis le 7 mars 2009, de la taxe sur les télécommunications (loi sur l'audiovisuel en France), et, depuis le 1^{er} juin 2008, de la loi Chatel (impact global de -178 millions d'euros).

¹¹ Se reporter au glossaire.

¹² Y compris le Royaume-Uni.

¹³ Y compris les accès FTTH, par satellite et Wimax.

¹⁴ EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization. Se reporter au glossaire.

¹⁵ Dans le cadre de l'accord sur l'emploi des séniors signé le 26 novembre 2009 par France Télécom-Orange et les partenaires sociaux, le dispositif « temps partiel séniors » (TPS) permet aux collaborateurs éligibles à la retraite sans décote dans les trois ans (s'ils le souhaitent) d'aménager leur temps de travail sur cette période.



Les évolutions à base comparable des ratios de charges d'exploitation (établies sur la base de L'EBITDA retraité) rapportées au chiffre d'affaires sont les suivantes :

- le ratio de charges de personnel s'établit à 18,6%, en hausse de 0,6 par rapport à l'année 2008 (18,0%) ;
- le ratio d'achats et reversements aux opérateurs (13,5%) est en amélioration de 0,3 point. La baisse des prix de terminaison d'appels (impact favorable de 532 millions d'euros) est partiellement compensée par le développement des offres d'abondance off-net des services mobiles ;
- le ratio des autres charges de réseau et des charges informatiques est stable à 5,8% ;
- le ratio de l'ensemble des charges immobilières, des frais généraux et des autres charges¹⁶ s'établit à 11,9%, en amélioration de 0,2 point. L'effet des programmes d'économies, la diminution des frais de restructuration et l'amélioration du résultat des sociétés mises en équivalence, sont pour partie compensés par l'impact de la mise en place de la taxe sur les télécommunications et de la loi Chatel ;
- avant charges commerciales et achats de contenus, le taux d'EBITDA s'établit à 50,2%, soit une amélioration de 0,2 point par rapport à 2008.
- le ratio des charges commerciales et des achats de contenus (14,7%) est en augmentation de 0,2 point. La progression des achats de contenus, notamment ceux des chaînes de TV sportives et d'Orange cinéma séries dont les activités ont débuté au cours du second semestre 2008, est pour une très large part compensée par la diminution des charges commerciales liée au ralentissement de l'activité.

au 4^{ème} trimestre 2009

L'EBITDA retraité et hors Royaume-Uni s'établit à 3,674 milliards d'euros, soit une diminution limitée à 0,9% par rapport au 4^{ème} trimestre 2008, en données à base comparable. Parallèlement, le taux d'EBITDA trimestriel (31,8%) est en amélioration de 0,7 point. Cette évolution favorable est liée à :

- l'impact en 2008 de la dépréciation des titres Sonaecom¹⁷ qui a diminué l'EBITDA du 4^{ème} trimestre 2008 de 199 millions d'euros,
- l'effet en 2009 des plans d'économies, notamment sur les frais généraux et l'informatique,
- la diminution des coûts de restructuration,
- l'optimisation des charges commerciales et des achats de contenus.

Ces éléments sont partiellement compensés par l'impact des mesures de régulation (-121 millions d'euros) et des taxes nouvelles (-49 millions d'euros).

résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe France Télécom s'établit à 7,859 milliards d'euros en 2009 contre 9,945 milliards d'euros en 2008 (en données historiques), soit une diminution de 2,086 milliards d'euros entre les deux périodes qui correspond, pour environ les trois quarts aux deux éléments non récurrents déjà cités :

- la charge de 964 millions d'euros liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle antérieur à 2003,
- la provision de 569 millions d'euros, au titre de la mise en place du « temps partiel seniors » (TPS) en France.

Hors ces deux éléments, la diminution entre les deux années s'établit à 553 millions d'euros et correspond aux variations suivantes :

- la baisse de 756 millions d'euros (dont -272 millions d'effet de change) de l'EBITDA retraité des éléments non récurrents ;
- la diminution de 442 millions d'euros de la dotation aux amortissements, notamment liée à un effet favorable des taux de change de 216 millions d'euros ;
- l'augmentation de 179 millions d'euros de la perte de valeur des écarts d'acquisition, liée en particulier à la dépréciation sur la Pologne en 2009 ;
- l'augmentation de 60 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations.

¹⁶ Se reporter au glossaire.

¹⁷ Société de téléphonie mobile portugaise.



résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe France Télécom s'élève à 3,465 milliards d'euros en 2009 contre 4,492 milliards d'euros en 2008, soit une diminution de 1,027 milliard d'euros qui correspond à :

- la diminution de 2,086 milliards d'euros du résultat d'exploitation ;
- l'amélioration de 658 millions d'euros du résultat financier, générée par (i) la charge de 381 millions d'euros en 2008, relative au mécanisme de liquidité lié à la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España, et par (ii) la forte baisse du coût de l'endettement financier net et d'une baisse du coût moyen de la dette ;
- la diminution de 604 millions d'euros de l'impôt sur les sociétés, liée à la diminution de la charge d'impôts différés en Espagne et en France ;
- la diminution de 203 millions d'euros du résultat net des activités cédées ou en cours de cession (Royaume-Uni).

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) s'établit à 468 millions d'euros en 2009 contre 423 millions d'euros en 2008, soit une augmentation de 45 millions d'euros entre les deux années.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 2,997 milliards d'euros en 2009 contre 4,069 milliards d'euros en 2008, soit une diminution de 1,072 milliard d'euros. En termes comparables, après neutralisation des principaux éléments non récurrents, il s'établit à 4,849 milliards d'euros en 2009 contre 5,181 milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 6,4% (-332 millions d'euros).

Les principaux éléments non récurrents pris en compte concernent :

- la charge de 964 millions d'euros en 2009, liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle antérieur à 2003,
- la mise en place du « temps partiel séniors » (TPS) en France pour un impact (net de l'impôt différé) de 367 millions d'euros en 2009,
- les pertes de valeur des écarts d'acquisition et des titres mis en équivalence pour 445 millions d'euros en 2009 et 470 millions d'euros en 2008,
- l'impact du mécanisme de liquidité lié à la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España, soit 381 millions d'euros en 2008,
- certaines charges d'impôt différé non récurrentes pour 215 millions en 2008,
- la provision relative au programme d'actions gratuites pour 41 millions d'euros en 2009 contre 57 millions en 2008,
- la dépréciation de prêts accordés à certaines sociétés mises en équivalence pour 35 millions d'euros en 2009,
- les plus-values sur cession d'actifs et le résultat net des activités cédées pour -11 millions d'euros en 2008.

investissements corporels et incorporels (CAPEX)

sur l'ensemble de l'année 2009

Les investissements corporels et incorporels (hors Royaume-Uni) s'élèvent à 5,304 milliards d'euros, soit une baisse de 17,3% en données historiques qui inclut l'effet défavorable des taux de change pour 2,1%.

En données à base comparable et hors l'opération spécifique de rachats de locaux techniques en France en 2008 (163 millions d'euros), la baisse des CAPEX s'établit à 13,3%. Sur cette base, le taux de CAPEX rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 11,5% en 2009 contre 13,1% en 2008, soit une diminution de 1,6 point entre les deux années.

La diminution des CAPEX reflète le ralentissement des investissements liés à l'extension des capacités des réseaux mobiles 2G et 3G et le tassement de la croissance des services fixes haut-débit dans les pays européens. Les investissements 3G sont toutefois restés soutenus en France, permettant ainsi à Orange d'avoir la meilleure couverture haut débit mobile (selon la dernière étude ARCEP). De même, les programmes de déploiement de l'ADSL en Pologne ont été accélérés au cours de l'année 2009. S'y ajoute la progression des investissements dans les nouvelles opérations (déploiement des réseaux en Ouganda et en Arménie) et les câbles sous-marins (Afrique et océan indien). Les plans d'investissements mis en oeuvre en 2009 se sont par ailleurs attachés à préserver les investissements liés au renforcement des réseaux de transmission pour supporter la croissance du trafic des données des services fixes et mobiles (notamment en France et en Pologne), à l'innovation et aux nouveaux services (en particulier les plateformes d'agrégation de contenus).



au 4^{ème} trimestre 2009

Les CAPEX (hors Royaume-Uni) s'élèvent à 1,817 milliard d'euros, supérieurs de 56% à la moyenne trimestrielle des neuf premiers mois de l'année (1,162 milliard d'euros), soit une saisonnalité comparable à celle des années antérieures. Comparés aux CAPEX du 4^{ème} trimestre 2008, ils enregistrent une diminution de 10,7% à base comparable (-13,4% en données historiques) et le taux de CAPEX rapporté au chiffre d'affaires (15,7%) est en retrait de 1,4 point. Outre la poursuite du déploiement des réseaux en Ouganda et en Arménie, les investissements ont été particulièrement soutenus en France (services mobiles) et en Pologne (services fixes et mobiles).

cash-flow organique

Le cash-flow organique du Groupe s'élève à 8,350 milliards d'euros en 2009 contre 8,016 milliards d'euros en 2008, soit une augmentation de 334 millions d'euros. Le cash-flow organique part du Groupe s'élève à 7,617 milliards d'euros (en hausse de 364 millions d'euros) tandis que le cash-flow attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) s'établit à 733 millions d'euros (en diminution de 30 millions d'euros).

La progression du cash-flow organique du Groupe résulte principalement de :

- la diminution de 673 millions d'euros des intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (nets des dividendes et produits d'intérêt encaissés), compte tenu principalement de l'encaissement de soultes lors de la résiliation de dérivés de couverture et du rachat de Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA) en 2009, pour 563 millions d'euros ;
- la baisse de 258 millions d'euros de l'impôt sur les sociétés décaissé ;
- la baisse de 116 millions d'euros des licences de télécommunication (nettes de la variation des fournisseurs de licences de télécommunication), en raison notamment de l'acquisition en 2008 du premier spectre de fréquence de la licence UMTS de Mobinil en Egypte.

Ces éléments sont en partie compensés par :

- une augmentation (348 millions d'euros) de la variation du besoin en fonds de roulement global hors charge de 964 millions d'euros en 2009 liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle antérieur à 2003 ;
- une diminution (235 millions d'euros) de la variation des fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles hors licences plus importante en 2009 qu'en 2008, en raison de la réduction des dépenses d'investissement entre les deux périodes ;
- la baisse de 140 millions d'euros des produits de cession d'actifs corporels et incorporels.

endettement financier net

L'endettement financier net de France Télécom s'élève à 33,941 milliards d'euros au 31 décembre 2009 contre 35,859 milliards d'euros au 31 décembre 2008.

Le désendettement financier net s'élève à 1,918 milliard d'euros sur l'année 2009. Il est généré par le cash-flow organique de 8,350 milliards d'euros, diminué des éléments suivants :

- le paiement du solde du dividende au titre de l'exercice 2008 aux propriétaires de la société mère (0,80 euro par action), soit un total de 1,553 milliard d'euros (hors paiement en actions) ;
- le paiement de l'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2009 (0,60 euro par action), soit un total de 1,588 milliard d'euros ;
- comptabilisation d'une dette à hauteur de 1,082 milliard d'euros, dans le cadre de l'offre publique d'achat sur actions ECMS¹⁸ ;
- l'effet net (577 millions d'euros) de l'acquisition de 18,4% de FT España pour 1 387 millions d'euros, partiellement compensé par l'extinction de la juste valeur de la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España pour 810 millions d'euros ;
- les versements des dividendes et la variation de capital relatifs aux participations ne donnant pas contrôle, pour 609 millions d'euros ;

¹⁸ Opérateur égyptien qui commercialise ses services sous la marque Mobinil. L'offre a été suspendue par les tribunaux égyptiens. Voir page 12, les principaux événements intervenus en 2009.



- les autres éléments d'augmentation de l'endettement financier net (1,023 milliard d'euros) concernent, pour la plus large part, l'effet de change.

Le ratio « dette nette sur EBITDA retraité (et y compris Royaume-Uni) » s'élève à 1,97 au 31 décembre 2009 contre 1,96 au 31 décembre 2008. Hors la dette liée à l'offre publique d'achat sur actions ECMS en cours (1,082 milliard d'euros), le ratio « dette nette sur EBITDA retraité (et y compris Royaume-Uni) » s'établit à 1,90 au 31 décembre 2009.

dividende 2009

Le Conseil d'Administration va proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 9 juin 2010 le paiement d'un dividende de 1,40 euro par action au titre de l'exercice 2009. Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 0,60 euro intervenu le 2 septembre 2009, le solde restant à verser s'élève à 0,80 euro par action et sera payé en numéraire le 17 juin 2010¹⁹.

perspectives 2010

Dans un environnement économique stabilisé mais qui reste difficile, le Groupe anticipe pour 2010, les évolutions suivantes de l'activité :

- **Chiffre d'affaires** : hors effets de la régulation, le chiffre d'affaires devrait rester globalement stable par rapport à l'année 2009, à base comparable. L'impact des mesures de régulation est estimé à environ -1 milliard d'euros.
- **EBITDA** : les effets de la régulation devraient être du même ordre que ceux enregistrés en 2009. Le bénéfice des programmes de performance compensera partiellement les autres facteurs d'érosion de la marge d'EBITDA et permettra de soutenir les investissements commerciaux sur l'ensemble des géographies du Groupe.
- **Taux d'investissement** à environ 12% du chiffre d'affaires, comprenant le redémarrage des investissements du Groupe dans la fibre optique en France pour un budget d'environ 100 millions d'euros en 2010.
- Dans ce contexte, le Groupe se fixe l'objectif de **génération de cash-flow organique** d'environ 8 milliards d'euros en 2010 sur la base du périmètre d'activité actuel (avant acquisition éventuelle de nouvelles fréquences pour les services mobiles et hors prise en compte de l'impact lié à la taxe professionnelle en France antérieure à 2003) et confirme son ambition de générer 8 milliards d'euros de cash-flow organique pour 2011.

Par ailleurs, le Groupe confirme ses objectifs financiers à moyen terme :

- une politique d'acquisition sélective visant principalement les marchés émergents (notamment en Afrique et au Moyen-Orient) et les opportunités de consolidation sur les marchés dans lesquels le Groupe est déjà présent,
- la réduction de la dette avec un ratio de dette nette sur EBITDA inférieur à 2 afin de préserver l'indépendance et la flexibilité du Groupe,
- une politique de rémunération des actionnaires inchangée : le Groupe entend payer un acompte sur le dividende 2010 en septembre, dont le montant sera décidé en fonction des résultats du 1er semestre 2010.

¹⁹ Date de détachement le 14 juin 2010, date d'enregistrement le 16 juin 2010.



principaux événements intervenus en 2009

En **mars 2009**, Orange a lancé ses services de télécommunication mobile en Ouganda permettant ainsi aux Ougandais, grâce à un nouveau réseau GSM, de profiter dans tout le pays de la qualité des services et des offres innovantes d'Orange. Orange est désormais présent dans 15 pays d'Afrique.

En **juin 2009**, le consortium ACE, dont France Télécom fait partie, a annoncé que le câble sous-marin ACE (*Africa Coast to Europe*) qui devait initialement relier la France au Gabon, sera prolongé avec l'ambition de connecter la totalité des pays de la côte ouest africaine depuis le Maroc jusqu'à l'Afrique du Sud. Ce nouveau câble offrira ainsi à plus de vingt-cinq pays d'Afrique et d'Europe de l'ouest l'interconnexion au réseau mondial par des artères à haut débit.

En **novembre 2009**, Orange a lancé ses services de télécommunications mobiles en République d'Arménie. Orange est désormais présent dans 29 pays.

En **décembre 2009**, déjà leader sur la couverture 2G avec 99,6 % de la population couverte en France métropolitaine et 96 % du territoire (rapport ARCEP d'août 2009), Orange a annoncé son ambition de couvrir 98 % de la population en 3G/3G+ fin 2011. Orange répond ainsi aux demandes exprimées par les pouvoirs publics et par les élus d'atteindre une couverture 3G/3G+ équivalente à la couverture 2G fin 2013. Fin 2009, Orange offre la meilleure couverture mobile 3G/3G+ en France métropolitaine, avec plus de 87 % de la population couverte (rapport ARCEP de décembre 2009).

Au cours de l'exercice 2009, France Télécom a procédé, par achats successifs, à l'acquisition de 18,36 % des titres de FT España, pour 1 387 millions d'euros, portant ainsi sa participation de 81,62 % à 99,98 %. En avril 2009, France Télécom a ainsi acquis une participation complémentaire de 18,23 % dans FT España pour 1 379 millions d'euros. Selon les termes de l'accord, les actionnaires minoritaires ont accepté de mettre fin à l'ensemble des engagements entre les parties et l'instrument de liquidité qui figurait dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 pour 810 millions d'euros est éteint. Au cours du second semestre 2009, France Télécom a par ailleurs acquis une participation complémentaire de 0,13 % dans FT España pour 8 millions d'euros.

En **juillet 2009**, France Télécom a souscrit une augmentation de capital de Divona Telecom, opérateur tunisien, en contrepartie de 49 % du capital de Divona Telecom, devenue Orange Tunisie. Le coût de cette prise de participation s'élève à 95 millions d'euros. L'autre actionnaire contrôlant Orange Tunisie, France Télécom comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En juin 2009, le gouvernement tunisien avait annoncé qu'il avait choisi le consortium formé par France Télécom et son associé pour l'acquisition de la troisième licence de téléphonie fixe et mobile (2G et 3G). Le lancement des activités commerciales est prévu en 2010.

En **août 2009**, France Télécom a annoncé l'acquisition d'Unanimis, le plus grand réseau exclusif de publicité numérique au Royaume-Uni, dont le rapprochement avec les activités mobiles et Internet d'Orange permettra aux annonceurs, acheteurs et agences médias de toucher 71,5 % des internautes britanniques et plus de 66 % des internautes britanniques, français, espagnols et polonais confondus.

En **novembre 2009**, France Télécom a signé un accord avec Deutsche Telekom au terme duquel les deux groupes constitueront une co-entreprise regroupant leurs activités mobile et haut débit au Royaume-Uni. Chacun des deux groupes détiendra 50 % de la co-entreprise. Les sociétés de France Télécom et de Deutsche Telekom seront apportées dans la co-entreprise avec respectivement une dette nette de 1,25 milliard de livres sterling et une dette nette nulle, et avec les flux de trésorerie opérationnels générés depuis le 30 juin 2009. Suite à un prêt de 625 millions de livres sterling de Deutsche Telekom, la co-entreprise remboursera 625 millions de livres sterling à France Télécom.

Cette co-entreprise sera leader sur le marché de la téléphonie mobile au Royaume-Uni. Sur la base des données au 31 décembre 2008, elle disposera d'environ 28,4 millions de clients mobiles au Royaume-Uni, soit approximativement 37 % des abonnés mobiles du pays (hors abonnés de Virgin Mobile de T-Mobile au Royaume-Uni). L'addition des activités haut débit d'Orange au nouvel ensemble lui permettra également de



faire bénéficier ses clients d'offres de convergence.

A l'issue de la transaction, France Télécom consolidera sa participation dans la co-entreprise selon la méthode de la mise en équivalence. Cet accord a été soumis le 11 janvier 2010 à l'approbation des autorités de la concurrence de l'Union européenne. Le 3 février 2010, l'autorité britannique de la concurrence, l'Office of Fair Trading, a déposé auprès de la Commission européenne une demande de renvoi du dossier afin de pouvoir examiner elle-même le projet de fusion. La Commission européenne devrait se prononcer le 1er mars 2010 tant sur cette demande que, au fond, sur l'approbation de l'accord.

En **novembre 2009**, France Télécom et TDC ont conclu un accord de négociation exclusive relatif à la fusion de leurs filiales suisses Orange et Sunrise. France Télécom contrôlerait 75 % du nouvel ensemble, les 25 % restants seraient détenus par TDC. A la réalisation de la transaction, France Télécom effectuerait un paiement net à TDC en 2010 de 1,5 milliard d'euros. L'entité combinée deviendrait le second opérateur de télécommunication national en Suisse. Avec environ 3,4 millions clients mobile au 30 juin 2009 et 1,1 million de clients haut débit au 31 décembre 2008, l'entité combinée détiendrait environ 38 % du marché mobile au 30 juin 2009 et 13 % du marché haut débit fixe au 31 décembre 2008. En tant qu'opérateur national intégré fixe et mobile, l'entité combinée élargirait le portefeuille de produits offerts à travers son réseau de plus de 100 boutiques, alliant le meilleur des offres des deux sociétés pour le bénéfice d'un plus grand nombre de clients. A l'issue de la transaction, France Télécom consoliderait l'entité combinée selon la méthode de l'intégration globale. Ce projet d'accord de fusion des activités a d'ores et déjà été soumis à l'approbation des autorités suisses de la concurrence.

En **novembre 2009**, France Télécom a signé un accord sur l'emploi des seniors concernant ses collaborateurs en France. Cet accord, conclu pour une durée de trois ans, de 2010 à 2012, s'appliquera à l'ensemble des personnels, quel que soit leur statut, dans toutes les sociétés françaises du Groupe dont France Télécom S.A. détient directement ou indirectement au moins 50 % du capital. Il prévoit des actions concrètes pour favoriser le maintien et l'accès à l'emploi des seniors, pour valoriser leur expérience et la transmission des savoirs, et pour accompagner et aménager les fins de carrière.

La Direction et les partenaires sociaux ont choisi d'aborder les six domaines d'action prévus par la loi française, dont les principales mesures font l'objet d'objectifs chiffrés : i) anticipation de l'évolution des carrières professionnelles, ii) développement des compétences et des qualifications et accès à la formation, iii) aménagement des fins de carrière et transition entre activité et retraite, iv) mise en œuvre d'un "temps partiel seniors" (TPS), v) transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat, et vi) autres mesures spécifiques en faveur des seniors. L'accord s'applique à compter du 1er janvier 2010.

En **2009**, le groupe France Télécom a traversé en France une crise sociale importante. Le management du Groupe a lancé un dispositif visant à bâtir un nouveau contrat social. L'ensemble s'articule autour de trois axes :

- les négociations avec les partenaires sociaux autour de 6 thèmes principaux : i) perspectives, emploi et compétences, développement professionnel, formation et mobilité, ii) équilibre vie professionnelle / vie privée, iii) amélioration du fonctionnement des Instances Représentatives du Personnel (IRP), iv) organisation du travail, v) conditions de travail, et vi) déclinaison de l'accord national interprofessionnel sur le stress ;
- l'état des lieux des conditions de travail via l'enquête menée par le cabinet d'expertise Technologia à laquelle 80 000 salariés ont répondu ;
- et les assises de la refondation, qui ont donné lieu à des réunions permettant aux équipes de débattre collectivement.

Ce dispositif est complété par le déploiement de moyens d'écoute et de dialogue : mise en place d'une ligne dialogue accessible 7j/7 et 24h/24, et renforcement des espaces d'écoute voués à aider les personnes qui rencontrent des difficultés.

Ce nouveau contrat social a pour objet de mettre l'humain au cœur de l'organisation. Elément positif pour les salariés, il permettra notamment au Groupe de mieux servir ses clients et sera bénéfique pour toutes les parties prenantes de France Télécom.

En application d'une sentence arbitrale rendue en **mars 2009**, France Télécom a obtenu le droit d'acquiescer la totalité de la participation de 28,75 % détenue par Orascom Telecom dans Mobinil. En décembre 2009,



l'autorité de marché égyptienne (CMA, devenue EFSA) a autorisé France Télécom à lancer une offre publique d'achat sur les 49 millions d'actions d'ECMS non détenues par Mobinil au prix de 245 livres égyptiennes par action, soit 1 518 millions d'euros au 31 décembre 2009. Cette autorisation a été suspendue en référé le 13 janvier 2010 à la demande d'Orascom par le Tribunal administratif du Caire qui est désormais saisi d'une demande au fond d'annulation du visa de l'EFSA. La décision du tribunal est attendue au premier trimestre 2010. Dans l'attente de la décision au fond, cette transaction se traduit dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2009 i) par la comptabilisation d'une dette à hauteur de 1 082 millions d'euros, et ii) par la constatation d'un engagement contractuel non comptabilisé à hauteur de 436 millions d'euros.

En **octobre 2009**, TP S.A. et l'Autorité polonaise des communications électroniques (UKE) ont signé un accord de principe relatif à la mise en place de procédures permettant de garantir la non discrimination et la transparence dans les relations inter-opérateurs sans procéder à la séparation fonctionnelle des activités de TP S.A. Selon cet accord, les tarifs de gros pour les services réglementés seront gelés par l'UKE jusqu'en 2012 et TP S.A. investira dans 1,2 million de lignes haut débit durant cette période pour un montant d'investissement estimé par TP S.A. à 3 milliards de zlotys, soit 724 millions d'euros au 31 décembre 2009.

En **novembre 2009**, le Tribunal de Première Instance de l'Union Européenne (TPIUE) a rejeté le recours de l'État français et de France Télécom au sujet du litige sur le régime particulier de taxe professionnelle antérieur à 2003. En exécution de la décision de la Commission européenne de 2004 et dans l'attente de la décision du TPIUE, France Télécom avait placé sur un compte sous séquestre en 2007 et en 2008 la somme totale de 964 millions d'euros. Compte tenu de la décision du TPIUE, France Télécom a enregistré ce montant en charge dans ses comptes au 31 décembre 2009. En outre, en application de la convention de séquestre, France Télécom a transféré le 7 janvier 2010 à l'État le montant séquestré ainsi que 53 millions d'euros d'intérêts produits sur le séquestre en date du 30 novembre 2009 et non reconnus en résultat, soit un total de 1 017 millions d'euros (sans toutefois impacter l'endettement financier net du Groupe en 2009). La charge de 964 millions d'euros est sans effet sur le flux net de trésorerie généré par l'activité en 2009.



analyse par secteur opérationnel

France

en millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008 à base comparable (non audité)	2008 données historiques	09 / 08 à base comparable	09 / 08 données historiques
Chiffre d'affaires	23 639	23 627	23 726	0,1%	(0,4)%
EBITDA	9 252	9 781	9 854	(5,4)%	(6,1)%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>39,1%</i>	<i>41,4%</i>	<i>41,5%</i>		
Résultat d'exploitation	7 060	7 361	7 431	(4,1)%	(5,0)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>29,9%</i>	<i>31,2%</i>	<i>31,3%</i>		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	2 160	2 306	2 302	(6,3)%	(6,2)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>9,1%</i>	<i>9,8%</i>	<i>9,7%</i>		

Le **chiffre d'affaires** de la France s'élève à 23,639 milliards d'euros en 2009, en progression de 0,1% à base comparable (diminution de 0,4% en données historiques). Hors mesures de régulation (-352 millions d'euros), la progression s'établit à 1,6%.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** (10,757 milliards d'euros) est en hausse de 2,6% en données à base comparable (+2,4% en données historiques). Hors mesures de régulation (-247 millions d'euros), la progression annuelle s'établit à 5,0%.

Le nombre des forfaits progresse de 5,7%, avec 17,943 millions de forfaits au 31 décembre 2009 qui représentent 68,1% de la base de clientèle à cette date contre 67,4% au 31 décembre 2008. Le nombre total de clients hors MVNO (forfaits et offres prépayées) s'établit à 26,334 millions au 31 décembre 2009, en hausse de 4,5% en un an.

La progression des services de données reste très soutenue (+24,3% par rapport à 2008), générée à la fois par les revenus des SMS et des services hors messagerie. La part des services de données dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 25,9%, soit un gain de 4,6 points par rapport à 2008. Le nombre des clients aux services haut débit mobiles a progressé de 23% en un an, pour atteindre 13,556 millions au 31 décembre 2009. En particulier, le service Internet/Business Everywhere²⁰ est en progression rapide, avec 1,120 million de clients au 31 décembre 2009 contre 552 000 clients un an plus tôt.

La base clients des MVNO s'élève à 2,363 millions au 31 décembre 2009 contre 1,820 million au 31 décembre 2008, soit une hausse de 30% en un an.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Résidentiels** (14,076 milliards d'euros) est en diminution de 1,5% en données à base comparable (-2,1% en données historiques). Hors mesures de régulation (-161 millions d'euros) la baisse est limitée à 0,4%.

La progression du chiffre d'affaires des services Internet reste soutenue (+15,9%) grâce au développement des services haut débit ADSL. Le nombre d'accès ADSL grand public s'élève à 8,880 millions au 31 décembre 2009, en hausse de 6,7% sur un an. Parallèlement, l'ARPU²¹ enregistre une progression de 6,8%, tirée par le développement des offres Net (offres avec l'ADSL nu²²), de la voix sur IP et de la TV numérique.

Le nombre de clients de la TV numérique (TV sur ADSL et par satellite) s'élève à 2,761 millions au 31 décembre 2009, en hausse de 45% sur un an. Les chaînes Orange sport et Orange cinéma séries totalisent 663 000 abonnés au 31 décembre 2009 contre 130 000 un an plus tôt. La vidéo à la demande (VoD) a généré 8,5 millions de consommations payantes à l'acte en 2009 (+67% sur un an).

²⁰ Se reporter au glossaire.

²¹ Se reporter au glossaire.

²² Se reporter au glossaire.



Parallèlement, le chiffre d'affaires des services téléphoniques classiques (abonnements et communications) enregistre une baisse de 10,1% qui reflète la diminution de 10,2% sur un an du nombre des abonnements téléphoniques classiques grand public (soit 17,752 millions au 31 décembre 2009).

Le chiffre d'affaires des Services aux Opérateurs est en diminution de 0,6% à base comparable : l'impact des mesures de régulation (-161 millions d'euros) est pour une large part compensé par la progression de 24% sur un an du nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs²³ (soit 8,736 millions de lignes au 31 décembre 2009).

Les autres revenus des Services de Communication Résidentiels, en recul de 16,3% à base comparable, sont notamment marqués par la mise en place de la loi Chatel (impact de -18 millions d'euros), l'arrêt de l'activité e-commerce et la baisse tendancielle des revenus de la publiphonie et de la location de terminaux téléphoniques.

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires de la France s'élève à 5,919 milliards d'euros, en baisse de 1,6% à base comparable (-2,3% en données historiques). Hors mesures de régulation (-122 millions d'euros), il enregistre une progression de 0,5%.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** (2,704 milliards d'euros) est en diminution de 1,4% à base comparable (hausse de 2,7% hors mesures de régulation). Le 4^{ème} trimestre a été très actif avec 980 000 nouveaux clients des services mobiles (net des résiliations) dont 383 000 forfaits. La progression du chiffre d'affaires trimestriel (hors ventes de terminaux et régulation) reste soutenue, s'établissant à +4,3%, niveau comparable à la croissance du trimestre précédent (+4,5%).

Parallèlement, les **Services de Communication Résidentiels** enregistrent une diminution de 1,8% à base comparable (-0,7% hors mesures de régulation). Les Services Grand Public bénéficient de la progression soutenue des services Internet tandis que la baisse du chiffre d'affaires des services téléphoniques classiques ralentit pour le deuxième trimestre consécutif. Parallèlement les services aux opérateurs enregistrent une hausse de 1,4% hors mesures de régulation.

L'**EBITDA** de la France s'établit à 9,252 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2009, soit une diminution de 5,4% à base comparable (-6,1% en données historiques) qu'expliquent en particulier :

- la prise en compte d'une provision (-461 millions d'euros) liée à la mise en œuvre du « temps partiel séniors » (TPS) ;
- l'effet des mesures de régulation (-200 millions d'euros) ;
- l'effet en année pleine sur 2009 des achats de contenus (-151 millions d'euros).
- l'impact de la taxe sur les télécommunications et de la loi Chatel (-127 millions d'euros) ;

Ces éléments sont partiellement compensés par l'optimisation des coûts commerciaux et l'effet des plans d'économie, notamment sur les frais généraux.

Le taux d'EBITDA s'établit à 39,1%, en recul de 2,3 points par rapport à 2008 à base comparable. Hors la provision TPS, il s'établit à 41,1% en 2009, soit une baisse limitée à 0,3 point par rapport à l'année précédente (41,4%).

Le **résultat d'exploitation** de la France s'établit à 7,060 milliards en 2009, soit une baisse de 4,1% à base comparable (-5,0% en données historiques). La baisse de l'EBITDA est partiellement compensée par la diminution de la dotation aux amortissements.

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) de la France s'élèvent à 2,160 milliards d'euros en 2009, en diminution de 6,3% par rapport l'année précédente (-6,2% en données historiques). Ils représentent 9,1% du chiffre d'affaires en 2009 contre 9,8% en 2008 à base comparable. La baisse des CAPEX est liée à la diminution des investissements dans les boucles locales des services fixes et au ralentissement de la croissance des accès haut débit ADSL. Par ailleurs, la croissance des investissements mobile 3G qui a permis d'atteindre une couverture de plus de 87 % de la population à fin 2009, a compensé la diminution des investissements sur le réseau mobile 2G par rapport à 2008.

²³ Lignes téléphoniques en dégroupage total, accès ADSL nus et Vente en Gros d'Abonnements téléphoniques.



Royaume-Uni²⁴

en millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008 à base comparable (non audité)	2008 Données historiques	09 / 08 à base comparable	09 / 08 données historiques
Chiffre d'affaires	5 108	5 289	5 926	(3,4)%	(13,8)%
EBITDA	939	1 080	1 204	(13,1)%	(22,0)%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	18,4%	20,4%	20,3%		
Résultat d'exploitation	251	261	286	(3,5)%	(12,0)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	4,9%	4,9%	4,8%		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	355	405	453	(12,3)%	(21,7)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	6,9%	7,6%	7,6%		

Le **chiffre d'affaires** du Royaume-Uni s'établit à 5,108 milliards d'euros en 2009, soit une baisse de 13,8% en données historiques, liée pour une très large part (-10,7%) à l'effet défavorable du taux de change de la livre sterling. A base comparable, le chiffre d'affaires enregistre une diminution de 3,4% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** (4,931 milliards d'euros) est en diminution de 2,9% en données à base comparable. Hors l'impact des mesures de régulation (estimé à -192 millions d'euros), il enregistre une hausse de 0,9%.

La progression du nombre des forfaits reste soutenue avec 6,903 millions de forfaits au 31 décembre 2009, soit une hausse de 11,8% en un an. Les forfaits représentent 41,8% de la base de clientèle au 31 décembre 2009, contre 38,6% au 31 décembre 2008, soit un gain de 3,2 points en un an. Le nombre total de clients hors MVNO (forfaits et offres prépayées) s'établit à 16,514 millions au 31 décembre 2009, soit une hausse de 3,2% sur un an.

Le chiffre d'affaires des services de données enregistre une progression de 4,4%, générée par le développement rapide des services hors messagerie. La part du chiffre d'affaires des services de données dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 25,4% en 2009 contre 23,3% en 2008. Le nombre de clients haut débit mobile progresse de 60% en un an avec 5,343 millions de clients au 31 décembre 2009, grâce notamment au service Internet Everywhere²⁵ qui totalise 380 000 clients au 31 décembre 2009 contre 190 000 au 31 décembre 2008.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Résidentiels** (235 millions d'euros) enregistre une diminution de 14,9% à base comparable (-24,2% en données historiques) liée au recul de 16,0% de la base-clients haut débit ADSL (soit 840 000 clients au 31 décembre 2009). S'y ajoute la baisse des revenus de l'Internet bas débit dont le nombre de clients (56 000 au 31 décembre 2009) a été divisé par plus de 2 en un an.

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni s'élève à 1,290 milliard d'euros, en diminution de 8,5% en données historiques (dont -7,4% liés à l'effet défavorable du taux de change de la livre sterling). En données à base comparable, la baisse est limitée à 1,2%, soit une amélioration significative (+5,9 points) par rapport à l'évolution du 3^{ème} trimestre (-7,1%).

En particulier, la baisse du chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** est limitée à -0,7% contre -6,8% au 3^{ème} trimestre. Hors mesures de régulation, il est en hausse de 4,4% après une diminution de 1,9% au trimestre précédent. Le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre 2009 bénéficie de la progression régulière des services de données, et de l'amélioration des services voix. S'y ajoute la confirmation du rebond de la base-clients amorcé au 3^{ème} trimestre, avec 404 000 nouveaux clients (nets des résiliations) dont 267 000 forfaits.

Parallèlement, les **Services de Communication Résidentiels** enregistrent une baisse de 12,9% à base comparable, liée au recul de la base-clients ADSL.

²⁴ Suite à l'annonce en septembre 2009 du projet de fusion des activités d'Orange (France Télécom) et de T-Mobile (Deutsche Telekom) au Royaume-Uni, le secteur opérationnel Royaume-Uni est considéré comme une activité cédée ou en cours de cession. Le secteur opérationnel Royaume-Uni reste cependant présenté en tant que secteur opérationnel dans l'information sectorielle des comptes consolidés.

²⁵ Se reporter au glossaire.



L'**EBITDA** du Royaume-Uni s'établit à 939 millions d'euros en 2009, en recul de 22,0% en données historiques (dont -13,7% sont imputables à l'effet défavorable du taux de change de la livre sterling) et de -13,1% à base comparable. Le taux d'EBITDA s'établit à 18,4%, en recul de 2,0 points par rapport à l'année 2008 (-1,9 point en données historiques). L'impact des mesures de régulation et l'augmentation des coûts de rétention et d'acquisition des clients expliquent le recul du taux d'EBITDA entre les deux années.

Le **résultat d'exploitation** du Royaume-Uni s'établit à 251 millions d'euros, soit une diminution de 3,5% à base comparable (-12,0% en données historiques). La détérioration de l'EBITDA est pour une large part compensée par la diminution de la dotation aux amortissements.

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) du Royaume-Uni s'élèvent à 355 millions d'euros en 2009, en recul de 12,3% à base comparable (-21,7% en données historiques dont -10,7% liés à l'effet défavorable du taux de change de la livre sterling). Ils représentent 6,9% du chiffre d'affaires réalisé en 2009 contre un taux de 7,6% en 2008. La baisse des CAPEX à base comparable est liée au plan de réduction et d'optimisation des dépenses d'investissement mis en œuvre en 2009 pour tenir compte du ralentissement de l'activité.

Espagne

en millions d'euros	Exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008	2008	09 / 08	09 / 08
		A base comparable (non audité)	données historiques	à base comparable	Données historiques
Chiffre d'affaires	3 887	4 067	4 067	(4,4)%	(4,4)%
EBITDA	729	614	614	18,8%	18,8%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>18,8%</i>	<i>15,1%</i>	<i>15,1%</i>		
Résultat d'exploitation	(274)	(630)	(630)	(56,5)%	(56,5)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>(7,0)%</i>	<i>(15,5)%</i>	<i>(15,5)%</i>		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	440	569	569	(22,6)%	(22,6)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,3%</i>	<i>14,0%</i>	<i>14,0%</i>		

Le **chiffre d'affaires** de l'Espagne s'élève à 3,887 milliards d'euros en 2009, soit une diminution de 4,4% en données historiques et à base comparable. Hors mesures de régulation (-177 millions d'euros), le chiffre d'affaires est quasi stable à -0,1% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** (3,216 milliards d'euros) enregistre une diminution de 4,3%. Hors mesures de régulation, il affiche une hausse de 1,0% sur l'année. Le recul des services voix et des SMS est plus que compensé par :

- la progression de 4,4% du nombre total de clients hors MVNO (forfaits et offres prépayées) qui s'établit à 11,879 millions au 31 décembre 2009. Le nombre des forfaits (6,657 millions au 31 décembre 2009) progresse de 3,5% et le nombre des offres prépayées (5,221 millions au 31 décembre 2009) est en hausse de 5,7% sur un an.
- la croissance de 26% du chiffre d'affaires des services de données hors SMS. Le nombre de clients haut débit mobile progresse de 57% en un an avec 5,119 millions de clients au 31 décembre 2009. En particulier, le service Internet/Business Everywhere totalise 352 000 clients au 31 décembre 2009 contre 185 000 au 31 décembre 2008 ;
- la progression de 41% sur un an de la base clients des MVNO qui s'élève à 752 000 clients au 31 décembre 2009 contre 533 000 au 31 décembre 2008.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Résidentiels** (671 millions d'euros) enregistre une diminution de 4,9% qui reflète le recul des services aux entreprises, des services aux opérateurs et, dans une moindre mesure, de l'ADSL grand public. Le recul de 6,7% sur un an de la base-clients ADSL (1,086 million de clients au 31 décembre 2009) est partiellement compensé par :



- la part croissante des accès ADSL commercialisés avec le dégroupage de la ligne téléphonique (81% au 31 décembre 2009, soit une progression de 7 points en un an) ;
- la progression de 43% sur un an du nombre des clients des services de la voix sur IP (446 000 clients au 31 décembre 2009).

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'élève à 961 millions d'euros, en diminution de 3,3% en données historiques et à base comparable. Hors régulation, il enregistre une progression de 1,9%, après un recul de -0,2% au 3^{ème} trimestre et -1,4% au 2^{ème} trimestre.

Cette amélioration est liée au chiffre d'affaires des Services de Communication Personnels dont la hausse au 4^{ème} trimestre s'élève (hors régulation) à 4,7% après +1,0% au 3^{ème} trimestre et une diminution de 0,5% au 2^{ème} trimestre. Les services mobiles bénéficient en particulier :

- de la progression de la base-clients avec 259 000 nouveaux clients (nets des résiliations) au 4^{ème} trimestre dont 139 000 forfaits et 120 000 offres prépayées ;
- de la forte croissance des services de données hors SMS. Au total, les services de données progressent de 17% au 4^{ème} trimestre 2009.

L'**EBITDA** de l'Espagne s'élève à 729 millions d'euros en 2009, en hausse de 18,8% en données historiques et à base comparable. Le taux d'EBITDA s'établit à 18,8%, soit une amélioration de 3,7 points par rapport à l'année précédente liée à la diminution des coûts d'interconnexion, des coûts commerciaux et des coûts de restructuration, partiellement compensée par le recul du chiffre d'affaires.

Le **résultat d'exploitation** de l'Espagne s'établit à -274 millions d'euros en 2009, soit une amélioration de 56,5% en données historiques et à base comparable qu'expliquent pour l'essentiel la progression de l'EBITDA et la comptabilisation en 2008, d'une perte de valeur des écarts d'acquisition (impact de -140 millions d'euros).

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) de l'Espagne s'élèvent à 440 millions d'euros en 2009, en recul de 22,6% par rapport à l'année précédente (en données historiques et à base comparable). Ils représentent 11,3% du chiffre d'affaires contre 14,0% en 2008. La baisse des CAPEX est liée à la diminution des investissements de capacité dans les réseaux mobiles 2G et 3G et les services haut débit ADSL, qui reflète le tassement de l'activité.



Pologne

en millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008	2008	09 / 08	09 / 08
		A base comparable (non audité)	données historiques	à base comparable	données historiques
Chiffre d'affaires	3 831	4 202	5 184	(8,8)%	(26,1)%
EBITDA	1 462	1 740	2 146	(16,0)%	(31,9)%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>38,2%</i>	<i>41,4%</i>	<i>41,4%</i>		
Résultat d'exploitation	95	765	943	(87,5)%	(89,9)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>2,5%</i>	<i>18,2%</i>	<i>18,2%</i>		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	500	597	736	(16,2)%	(32,0)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>13,1%</i>	<i>14,2%</i>	<i>14,2%</i>		

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'élève à 3,831 milliards d'euros. La baisse de 26,1% en données historiques reflète pour la plus large part (estimée à -18,9%), l'effet défavorable du taux de change du zloty. En données à base comparable, la baisse du chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 8,8%. Hors l'effet des mesures de régulation (-239 millions d'euros), l'évolution à base comparable ressort à -3,3%.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Personnels** s'élève à 1,792 milliard d'euros. Il enregistre une diminution de 10,2% en données à base comparable qui reflète pour l'essentiel l'impact des mesures de régulation (-179 millions d'euros). Hors régulation, la baisse est limitée à 1,3%.

Le nombre des forfaits (6,624 millions de clients au 31 décembre 2009) sont en hausse de 7,4% sur un an et représentent 48,3% de la base-clients totale, soit 4,8 points de plus par rapport au 31 décembre 2008.

Le nombre total de clients hors MVNO s'élève à 13,714 millions au 31 décembre 2009, en baisse de 3,3%.

Le chiffre d'affaires des **Services de Communication Résidentiels** s'élève à 2,281 milliards d'euros, soit une diminution de 5,3% en données à base comparable. Hors l'impact des mesures de régulation, la baisse du chiffre d'affaires s'établit à 2,2%. Le recul des services téléphoniques classiques, lié à la migration des usages vers les mobiles est pour une large part compensé par développement des services haut débit ADSL, la progression des services de données aux entreprises et les services aux opérateurs.

Le nombre de clients aux services haut débit s'élève à 2,272 millions, en hausse de 3,7% en un an. Parallèlement, le nombre de clients à la TV numérique (ADSL et satellite) a plus que triplé en un an, s'établissant à 372 000 au 31 décembre 2009 contre 113 000 au 31 décembre 2008.

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'élève à 961 millions d'euros, en baisse de 21,1% en données historiques dont -10,0% d'effet défavorable du taux de change du zloty. En données à base comparable, la baisse du chiffre d'affaires s'établit à 12,4% et reflète l'impact des mesures de régulation (-74 millions d'euros). Hors cet impact, la baisse s'établit à 6,1%.

Les services mobiles sont en baisse (hors régulation) de -4,3%. Toutefois, la base clients Contrats poursuit sa progression, avec 116 000 clients supplémentaires (nets des résiliations) au 4^{ème} trimestre 2009. La baisse de 5,2% (hors régulation) des services fixes reflète le ralentissement de la croissance de l'ADSL et la poursuite de la baisse tendancielle du nombre de lignes téléphoniques.

L'**EBITDA** de la Pologne s'établit à 1,462 milliard d'euros en 2009, soit un recul de 31,9% en données historiques (dont -19,0% liés à l'effet défavorable des taux de change) et de 16,0% à base comparable, la baisse. Le taux d'EBITDA s'élève à 38,2%, soit une diminution limitée à -3,2 points sur un an grâce aux programmes d'économie et d'optimisation des coûts.



Le **résultat d'exploitation** de la Pologne s'établit à 95 millions d'euros en 2009 contre 765 millions d'euros en 2008 à base comparable (943 millions d'euros en données historiques). La forte baisse enregistrée en 2009 est liée, pour l'essentiel, à la prise en compte d'une perte de valeur sur acquisition de 400 millions d'euros et la diminution de l'EBITDA de 278 millions d'euros entre les deux années.

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) de la Pologne s'élèvent à 500 millions d'euros en 2009, en recul de 32,0% en données historiques (dont -18,9% liés à l'effet défavorable du taux de change du zloty). A base comparable, la baisse s'établit à 16,2%. Elle est liée à l'optimisation des investissements de capacité des services mobiles 2G, de l'informatique et des plateformes de services. Ces effets sont partiellement compensés par la progression des investissements dans les services haut débit ADSL et les équipements de TV par satellite. Les CAPEX représentent 13,1% du chiffre d'affaires en 2009 contre 14,2% en 2008.

Reste du monde

En millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008	2008	09 / 08	09 / 08
		A base comparable (non audité)	données historiques	à base comparable	données historiques
Chiffre d'affaires	8 308	8 409	8 322	(1,2)%	(0,2)%
EBITDA	3 237	3 491	3 446	(7,3)%	(6,0)%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	39,0%	41,5%	41,4%		
Résultat d'exploitation	1 910	2 164	2 134	(11,7)%	(10,5)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	23,0%	25,7%	25,6%		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	1 405	1 591	1 582	(11,7)%	(11,2)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	16,9%	18,9%	19,0%		

Le chiffre d'affaires du secteur Reste du monde s'élève à 8,308 milliards d'euros en 2009. L'évolution en données historiques (-0,2%) inclut l'effet favorable des taux de change (+1,3%) et l'impact des variations de périmètre (-0,2%). A base comparable, la diminution s'établit à 1,2%. Hors mesures de régulation (-157 millions d'euros), le chiffre d'affaires enregistre une hausse de 0,7% :

- en Afrique et au Moyen-Orient, il progresse de 5,2% (+5,8% hors régulation), tiré par l'Egypte, le Mali, la Côte d'Ivoire, et par les opérations nouvelles en Afrique²⁶ en très forte croissance (+23%),
- en Europe de l'Ouest, il est en hausse de 1,1% (+3,1% hors régulation) tiré par la Belgique en progression de 1,9% (+4,2% hors régulation),
- en Europe de l'Est, il enregistre une diminution de 12,9% (-9,7% hors régulation), liée pour l'essentiel à la Roumanie en baisse de 19,5% (-16,7% hors régulation).

Le nombre de clients des services mobiles reste en forte progression (+16,5%), pour atteindre 64,2 millions au 31 décembre 2009, soit 9,1 millions de clients supplémentaires (nets des résiliations) sur un an dont 1,2 million concernent les opérations nouvelles en Afrique.

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires s'élève à 2,118 milliards d'euros, en diminution de 1,0% à base comparable (-7,4% en données historiques). Hors mesures de régulation (-57 millions d'euros), il enregistre une progression de 1,6% après une baisse de 0,9% au 3^{ème} trimestre. Le rebond au 4^{ème} trimestre est lié pour l'essentiel à la Belgique (+8,7% hors régulation) tandis que la Roumanie enregistre une baisse comparable à celle du 3^{ème} trimestre (-20,5% hors régulation).

L'**EBITDA** du secteur Reste du monde s'élève à 3,237 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2009, soit une diminution de 7,3% à base comparable (-6,0% en données historiques). Le taux d'EBITDA s'établit à 39,0%, soit une

²⁶ Opérations nouvelles en Afrique : Kenya, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, République de Centrafrique et Ouganda.



diminution de 2,5 points à base comparable. Le recul de l'EBITDA à base comparable est lié à l'Europe (notamment à la Roumanie et à la Belgique) et aux coûts du démarrage des opérations nouvelles en Ouganda et en Arménie.

Le **résultat d'exploitation** du secteur Reste du monde s'établit à 1,910 milliard d'euros, soit une baisse de 11,7% à base comparable (-10,5% en données historiques) qu'explique la diminution de l'EBITDA. L'augmentation des pertes de valeur est par ailleurs compensée par la baisse de la dotation aux amortissements.

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) du secteur Reste du monde s'élèvent à 1,405 milliard, soit une diminution de 11,7% à base comparable (-11,2% en données historiques) liée à la maîtrise des investissements relatifs à l'extension des réseaux mobiles dans les marchés matures, partiellement compensée par les investissements dans les nouvelles opérations, notamment en Arménie et en Ouganda.

Les CAPEX du secteur Reste du monde représentent 16,9% du chiffre d'affaires en 2009 contre 18,9% l'année précédente à base comparable (19,0% en données historiques).

Entreprises

en millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008	2008	09 / 08	09 / 08
		A base comparable (non audité)	données historiques	à base comparable	données historiques
Chiffre d'affaires	7 559	7 834	7 785	(3,5)%	(2,9)%
EBITDA	1 501	1 578	1 508	(4,9)%	(0,4)%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>19,9%</i>	<i>20,1%</i>	<i>19,4%</i>		
Résultat d'exploitation	1 124	1 184	1 115	(5,1)%	0,8%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,9%</i>	<i>15,1%</i>	<i>14,3%</i>		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	299	356	356	(16,2)%	(16,2)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>4,0%</i>	<i>4,5%</i>	<i>4,6%</i>		

Le **chiffre d'affaires** du secteur Entreprises s'établit à 7,559 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2009, soit une diminution de 2,9% par rapport à l'année précédente en données historiques qui inclut l'effet favorable des taux de change (+0,6%).

En données à base comparable, le chiffre d'affaires annuel du secteur Entreprises enregistre une diminution de 3,5%. Hors ventes d'équipements de réseau, la baisse annuelle s'établit à 2,3% et reflète le recul de l'activité lié à l'environnement économique, enregistré depuis le 2^{ème} trimestre 2009.

Téléphonie fixe et services de données classiques : la baisse de 8,4% sur l'année 2009, à base comparable, correspond :

- à la diminution de 8,2% de la téléphonie fixe traditionnelle liée à la baisse du nombre de lignes téléphoniques, au recul du volume de trafic des communications téléphoniques classiques, et à la diminution des revenus de la relation-clients (centres d'appels) impactés par la mise en place de la loi Chatel en France et l'effet de substitution de ses services par l'Internet ;
- au recul de 9,1% du chiffre d'affaires des services de données classiques. La migration des réseaux d'entreprise vers des technologies plus récentes s'est poursuivie en 2009 au même rythme que l'année précédente.

Services de Réseaux avancés Entreprises : la progression de 4,1% à base comparable reflète le développement soutenu des solutions à très hauts débits tels que MAN Ethernet et Ethernet LINK, et des services Internet comme la voix sur IP. Parallèlement, les offres IPVPN arrivent à maturité avec un nombre d'accès dans le monde s'établissant à 323 000 au 31 décembre 2009, en légère hausse sur un an (+0,5%),

Services d'Intégration et d'Infogérance d'applications critiques de communication : en progression de 1,6% en 2009 à base comparable, dans un marché des services IT estimé en baisse par l'ensemble des analystes industriels.



Autres Services Entreprises : diminution de 9,5% à base comparable, liée au recul significatif des ventes d'équipements de réseaux. Hors cet impact, les Autres Services Entreprises affichent une progression de 5,2% liée à la croissance régulière des services de télédiffusion.

4^{ème} trimestre 2009

Le chiffre d'affaires trimestriel s'élève à 1,900 milliard d'euros, en diminution de 5,5% par rapport au 4^{ème} trimestre 2008 à base comparable, soit un rythme analogue à celui du 3^{ème} trimestre (-5,0%) dans un environnement économique qui reste difficile. Hors ventes d'équipements de réseau, la baisse ressort à -4,2% après -3,9% au 3^{ème} trimestre.

Téléphonie fixe traditionnelle et services de données classiques : le chiffre d'affaires enregistre un recul de 11,2% lié à la baisse tendancielle de ces deux marchés.

Services de Réseaux avancés Entreprises : progression de 4,6% qu'explique le développement soutenu de la voix sur IP et des services d'infrastructure à très hauts débits.

Services d'Intégration et d'Infogérance d'applications critiques de communication : la baisse plus accentuée au 4^{ème} trimestre (-3,4%, après -0,9% au 3^{ème} trimestre) reflète l'évolution défavorable du marché des services aux Entreprises.

Autres Services Entreprises : diminution de 10,1%, liée au recul des ventes d'équipements de réseaux. Hors cet impact, ils progressent de 5,6%, tirés par la télédiffusion.

L'**EBITDA** du secteur Entreprises s'élève à 1,501 milliard d'euros sur l'ensemble de l'année 2009. En données historiques, la baisse par rapport à l'année précédente est limitée à 0,4% grâce à l'effet favorable des taux de change (impact de +4,7%).

A base comparable, l'EBITDA est en diminution de 4,9% et le taux d'EBITDA rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 19,9%, soit une diminution limitée à 0,2 point par rapport à l'année précédente intégrant les impacts de :

- la taxe sur les télécommunications depuis le 7 mars 2009 (-31 millions d'euros),
- la mise en place de la loi Chatel (-30 millions d'euros),
- la prise en compte d'une provision liée au « temps partiel séniors » (TPS) en France (-28 millions d'euros),

Ces effets sont plus que compensés par l'ajustement des coûts opérationnels en ligne avec le ralentissement de l'activité, et l'amélioration des taux marges brutes de la connectivité et des services.

Le **résultat d'exploitation** du secteur Entreprises s'établit à 1,124 milliard d'euros, soit une hausse de 0,8% en données historiques liée à l'effet favorable des taux de change. A base comparable, le recul de 5,1% reflète l'évolution de l'EBITDA, la dotation aux amortissements demeurant globalement stable par rapport à l'année précédente.

Les **investissements corporels et incorporels (CAPEX)** du secteur Entreprises s'élèvent à 299 millions d'euros, soit une diminution de 16,2% en données historiques et à base comparable, qu'explique une politique d'investissement plus sélective et le ralentissement de la croissance des activités de service.



Opérateurs Internationaux et Services Partagés

En millions d'euros	exercice clos le 31 décembre,				
	2009	2008	2008	09 / 08	09 / 08
		A base comparable (non audité)	données historiques	à base comparable	données historiques
Chiffre d'affaires	1 388	1 345	1 349	3,2%	2,9%
EBITDA	(1 399)	(371)	(444)	-	-
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>(100,8)%</i>	<i>(27,7)%</i>	<i>(33,0)%</i>		
Résultat d'exploitation	(2 068)	(934)	(1 007)	121,4%	105,2%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>(149,0)%</i>	<i>(69,5)%</i>	<i>(74,7)%</i>		
CAPEX (hors licences GSM et UMTS)	500	864	869	(42,2)%	(42,4)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>36,0%</i>	<i>64,3%</i>	<i>64,4%</i>		

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 1,388 milliard en 2009, soit une progression de 3,2% à base comparable (+2,9% en données historiques).

Les Services aux Opérateurs Internationaux (1,208 milliard d'euros) progressent de 4,2% à base comparable (+3,1% en données historiques). La hausse concerne les services de transit internationaux qui représentent près de la moitié du chiffre d'affaires des Services aux Opérateurs Internationaux.

Les Services Partagés (180 millions d'euros) enregistrent une baisse de 3,1% à base comparable (hausse de 1,6% en données historiques) liée notamment à la diminution des revenus des jeux en ligne que compense partiellement le développement des activités de coproduction cinématographique.

L'**EBITDA** affiche un résultat négatif de 1,399 milliard d'euros en 2009 contre un résultat négatif de 371 millions d'euros en 2008 à base comparable. Le recul entre les deux années est expliqué, pour l'essentiel, par :

- la charge de 964 millions d'euros liée au litige relatif au régime particulier de taxe professionnelle antérieur à 2003 ;
- l'effet en année pleine des charges de contenu, lié au lancement des chaînes Orange sport en août 2008 et Orange cinéma séries en novembre 2008 (-164 millions d'euros) ;
- la prise en compte d'une provision (-80 millions d'euros) liée à la mise en œuvre du « temps partiel séniors » (TPS).

Ces éléments sont partiellement compensés par la reprise de la dépréciation des titres Sonaecom²⁷ (46 millions d'euros) et par les économies générées par le programme de rationalisation des coûts.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à -2,068 milliards d'euros en 2009 contre -934 millions d'euros en 2008 à base comparable (-1,007 milliard d'euros en données historiques). La détérioration entre les deux périodes est liée pour l'essentiel à la baisse de l'EBITDA et, dans une moindre mesure, à la hausse de la dotation aux amortissements liée notamment aux activités de plateformes de services, dans les domaines de la voix sur IP et de la télévision en particulier.

Les **investissements corporels et incorporels** (CAPEX) s'élèvent à 500 millions d'euros en 2009 contre 864 millions d'euros en 2008 à base comparable, soit une diminution de 364 millions d'euros. Hors l'opération spécifique de rachats de locaux techniques en France intervenue en 2008 pour 163 millions d'euros, la baisse concerne pour une large part les investissements en informatique.

²⁷ Services mobiles au Portugal.



calendrier des événements à venir

- ▶ 29 avril 2010 : résultats du 1^{er} trimestre 2010
- ▶ 29 juillet 2010 : résultats du 2^{ème} trimestre 2010
- ▶ 28 octobre 2010 : résultats du 3^{ème} trimestre 2010

contacts

<p>contacts presse : 01 44 44 93 93</p> <p>Béatrice Mandine beatrice.mandine@orange-ftgroup.com</p> <p>Bertrand Deronchaine bertrand.deronchaine@orange-ftgroup.com</p> <p>Tom Wright tom.wright@orange-ftgroup.com</p> <p>Sébastien Audra sebastien.audra@orange-ftgroup.com</p>	<p>contacts communication financière : 01 44 44 04 32 (analystes et investisseurs)</p> <p>Vincent Benoit vincent.benoit@orange-ftgroup.com</p> <p>Xavier Pichon xavier.pichon@orange-ftgroup.com</p> <p>Reza Samdjee reza.samdjee@orange-ftgroup.com</p> <p>Aurélie Jolion aurelie.jolion@orange-ftgroup.com</p>
	<p>contact actionnaires individuels : 1010</p>

pour plus d'informations

Les transparents de la présentation réalisés à l'occasion de la publication des résultats annuels 2009 sont consultables sur les sites Internet de France Télécom :

<http://www.orange.com>

<http://www.francetelecom.com>

avertissement

Ce communiqué de presse contient des informations concernant les objectifs de France Télécom, notamment pour les exercices 2010 et 2011. Bien que France Télécom estime que ses objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables, ces informations sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, y compris des risques que nous pouvons actuellement ignorer ou considérer comme non significatifs, et il n'existe pas de certitude que les événements attendus auront lieu ou que les objectifs énoncés seront effectivement atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives comprennent notamment l'évolution globale de l'activité économique et des marchés de France Télécom, l'efficacité de la stratégie d'opérateur intégré y compris le succès de la marque Orange et des autres initiatives stratégiques, opérationnelles et financières, la capacité de France Télécom de s'adapter à la transformation continue du secteur des télécommunications, l'évolution et les contraintes réglementaires ainsi que le résultat des litiges, les risques et incertitudes concernant les opérations internationales et les fluctuations des taux de changes. Des informations plus détaillées sur les risques potentiels qui pourraient affecter les résultats financiers de France Télécom sont disponibles dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et dans le rapport 20-F enregistré auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. France Télécom ne prend aucun engagement de mettre à jour les informations prospectives sous réserve de la réglementation applicable notamment les articles 223-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.





annexe 1 : compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, exceptées les données relatives aux actions)

	Au 31 décembre 2009	au 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	45 944	47 699
Achats externes	(19 170)	(19 893)
Autres produits opérationnels	560	604
Autres charges opérationnelles	(2 288)	(2 110)
Charges de personnel	(9 094)	(8536)
<i>dont provision « Temps Partiel Senior »</i>	<i>(569)</i>	<i>-</i>
<i>dont participation des salariés et rémunération en actions</i>	<i>(350)</i>	<i>(400)</i>
Résultat des cessions d'actifs	(4)	(29)
Coût des restructurations	(213)	(442)
Résultat des entités mises en équivalence	23	(210)
Décision TPIUE du 30 novembre 2009	(964)	-
EBITDA	14 794	17 083
Dotation aux amortissements	(6 417)	(6 859)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(449)	(270)
Perte de valeur des immobilisations	(69)	(9)
Résultat d'exploitation	7 859	9 945
Coût de l'endettement financier brut	(2 293)	(3 074)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	133	267
Gains (pertes) de change	(65)	(54)
Autres produits et charges financiers	(74)	(96)
Résultat financier	(2 299)	(2 957)
Impôt sur les sociétés	(2 295)	(2 899)
Résultat net des activités poursuivies	3 265	4 089
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	200	403
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 465	4 492
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	2 997	4 069
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	468	423
Résultat par action (en euros)		
Résultat net des activités poursuivies attribuables aux propriétaires de la société mère		
- de base	1,06	1,40
- dilué	1,06	1,39
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession attribuables aux propriétaires de la société mère		
- de base	0,08	0,15
- dilué	0,08	0,15
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		
- de base	1,13	1,56
- dilué	1,13	1,54



annexe 2 : bilan consolidé

(en millions d'euros)

	au 31 décembre 2009	au 31 décembre 2008
ACTIF		
Ecarts d'acquisition	28 173	30 301
Autres immobilisations incorporelles	10 376	14 451
Immobilisations corporelles	24 321	26 534
Titres mis en équivalence	292	172
Actifs disponibles à la vente	221	203
Prêts et créances non courants	2 555	1 554
Actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	199	106
Dérivés de couverture actifs non courants	180	624
Autres actifs non courants	32	32
Impôts différés actifs	3 739	5 142
Total de l'actif non courant	70 088	79 119
Stocks	632	976
Créances clients	5 494	6 163
Prêts et autres créances courants	1 088	63
Actifs financiers courants à la juste valeur par résultat, hors quasi-disponibilités	92	721
Dérivés de couverture actifs courants	18	75
Autres actifs courants	1 849	2 143
Impôt courant	142	144
Charges constatées d'avance	428	581
Quasi-disponibilités	2 911	3 766
Disponibilités	1 038	1 034
Total de l'actif courant	13 692	15 666
Actifs destinés à être cédés	8 264	-
TOTAL DE L'ACTIF	92 044	94 785
PASSIF		
Capital social	10 595	10 460
Prime d'émission	15 730	15 325
Réserves	(304)	1 305
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	26 021	27 090
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 727	3 598
Total des capitaux propres	28 748	30 688
Dettes fournisseurs non courantes	446	498
Passifs financiers non courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	30 869	31 782
Passifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	614	495
Dérivés de couverture passifs non courants	693	650
Avantages du personnel non courants	1 077	559
Provisions non courantes	1 010	1 262
Autres passifs non courants	573	711
Impôts différés passifs	1 090	1 288
Total des passifs non courants	36 372	37 245
Dettes fournisseurs courantes	7 795	9 519
Passifs financiers courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	6 333	8 236
Passifs financiers courants à la juste valeur par résultat	1 155	913
Dérivés de couverture passifs courants	1	2
Avantages du personnel courants	1 700	1 700
Provisions courantes	1 245	1 453
Autres passifs courants	2 724	1 989
Dettes d'impôt sur les sociétés	305	277
Produits constatés d'avance	2 486	2 763
Total des passifs courants	23 744	26 852
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	3 180	-
TOTAL DU PASSIF	92 044	94 785



annexe 3 : tableaux des flux de trésorerie consolidés et du cash-flow organique

(en millions d'euros)

	au 31 décembre 2009	au 31 décembre 2008
flux net de trésorerie généré par l'activité		
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 465	4 492
Neutralisation des éléments non monétaires	12 353	13 488
Variation des stocks nets, des créances clients et des dettes fournisseurs	(167)	613
Autres variations du besoin en fonds de roulement	942	(454)
Autres décaissements nets	(2 209)	(3 140)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	14 384	14 999
dont flux net de trésorerie généré par les activités cédées ou en cours de cession	941	1 140
flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement		
Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6 034)	(6 983)
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	(1 532)	(761)
Produits des cessions de titres de participation, net de la trésorerie cédée	14	56
Autres diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs	521	(347)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(7 031)	(8 035)
dont flux net de trésorerie généré par les activités cédées ou en cours de cession	(406)	(463)
flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Émission d'emprunts obligataires et autres emprunts	5 110	5 486
Remboursement d'emprunts obligataires et autres emprunts, remboursement de la partie capitaux propres des dettes hybrides	(7 450)	(7 103)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et emprunts à court terme	(1 215)	968
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette	(590)	672
Effet change des dérivés net	(360)	(378)
Rachat d'actions propres	(7)	(35)
Variation de capital	4	(89)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(3 141)	(4 949)
Dividendes versés aux participations de donnant pas le contrôle	(611)	(629)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(8 260)	(6 057)
dont flux net de trésorerie généré par les activités cédées ou en cours de cession	(554)	(663)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilité	(907)	907
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	56	(132)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	4 800	4 025
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	3 949	4 800
cash-flow organique		
EBITDA – CAPEX	10 062	11 461
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (nets des dividendes et produits d'intérêt encaissés)	(1 589)	(2 262)
Impôt sur les sociétés décaissé	(620)	(878)
Variation du besoin en fonds de roulement global	775	159
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles hors licences (CAPEX)	(375)	(140)
Licences de télécommunication (nettes de la variation des fournisseurs de licences de télécommunication)	(93)	(209)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	93	233
Autres éléments	97	(348)
Cash-flow organique	8 350	8 016
Dont cash-flow attribuable aux propriétaires de la société mère	7 617	7 253
Dont cash-flow attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	733	763



annexe 4 : évolution de l'endettement financier²⁸ net entre 2008 et 2009

(en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2008	35 859
Cash-flow organique	(8 350)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	3 141
<i>dont paiement du solde des dividendes au titre de l'exercice 2008 (0,80 euro par action), hors paiement en actions</i>	<i>1 553</i>
<i>dont paiement de l'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2009 (0,60 euro par action)</i>	<i>1 588</i>
Effet de l'offre publique d'achat sur actions ECMS *	1 082
Effet net de l'acquisition de 18,4% de France Télécom España **	577
Dividendes versés et variations de capital relatifs aux participations ne donnant pas le contrôle	609
Autres acquisitions et produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée)	131
Autres éléments ***	892
Endettement financier net total au 31 décembre 2009	33 941

* Premier opérateur égyptien, qui commercialise ses services sous la marque Mobinil. Le 10 décembre 2009, l'EFSA (l'autorité de marché égyptienne) a autorisé France Télécom à lancer une offre publique d'achat sur les 49 millions d'actions d'ECMS non détenues par Mobinil au prix de 245 livres égyptiennes par action, soit 1 518 millions d'euros au 31 décembre 2009. Cette autorisation a été suspendue en référé le 13 janvier 2010 à la demande d'Orascom par le Tribunal administratif du Caire qui est désormais saisi d'une demande au fond d'annulation du visa de l'EFSA. La décision du tribunal est attendue au 1^{er} trimestre 2010.

Dans l'attente de la décision au fond, cette transaction se traduit dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2009 comme suit :

- comptabilisation d'une dette à hauteur de 1 082 millions d'euros pour la part relative aux intérêts minoritaires indirects dans ECMS reflétés à l'état de situation financière consolidé de France Télécom,
- constatation d'un engagement contractuel non comptabilisé à hauteur de 436 millions d'euros pour la part relative aux intérêts minoritaires indirects non comptabilisés par le Groupe.

** Acquisition de 18,4% de FT España pour 1,387 millions d'euros, partiellement compensée par l'extinction de la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España pour 810 millions d'euros.

*** Principalement l'effet de change.

²⁸ Inclut Orange au Royaume-Uni.



annexe 5 : analyse de l'EBITDA consolidé

données annuelles

(en millions d'euros)	2009	2008 à base comparable (non audité)	2008 données historiques	Variation à base comparable (en %)	Variation en données historiques (en %)
Chiffre d'affaires	45 944	46 800	47 699	(1,8)	(3,7)
Achats externes	(19 170)	(19 444)	(19 893)	(1,4)	(3,6)
en % du chiffre d'affaires	41,7%	41,5%	41,7%	0,2 pt	0,0 pt
dont :					
Achats et reversements aux opérateurs	(6 206)	(6 444)	(6 566)	(3,7)	(5,5)
en % du chiffre d'affaires	13,5%	13,8%	13,8%	(0,3 pt)	(0,3 pt)
Autres charges de réseau et informatiques	(2 660)	(2 701)	(2 740)	(1,5)	(2,9)
en % du chiffre d'affaires	5,8%	5,8%	5,7%	0,0 pt	0,1 pt
Charges immobilières, frais généraux, autres charges externes et production immobilisée	(3 548)	(3 533)	(3 632)	0,5	(2,3)
en % du chiffre d'affaires	7,7%	7,5%	7,6%	0,2 pt	0,1 pt
Charges commerciales et achats de contenus	(6 756)	(6 766)	(6 955)	(0,2)	(2,9)
en % du chiffre d'affaires	14,7%	14,5%	14,6%	0,2 pt	0,1 pt
Charges de personnel	(9 094)	(8 405)	(8 536)	8,2	6,5
en % du chiffre d'affaires	19,8%	18,0%	17,9%	+1,8 pt	1,9 pt
Autres produits et charges opérationnels	(2 692)	(1 464)	(1 506)	-	-
Résultat de cession d'actifs	(4)	(32)	(29)	-	-
Coûts des restructurations	(213)	(411)	(442)	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	23	(212)	(210)	-	-
EBITDA	14 794	16 832	17 083	(12,1)	(13,4)
en % du chiffre d'affaires	32,2%	36,0%	35,8%	(3,8 pts)	(3,6 pts)
EBITDA retraité²⁹	16 327	16 832	17 083	(3,0)	(4,4)
en % du chiffre d'affaires	35,5%	36,0%	35,8%	(0,5 pt)	(0,3 pt)

²⁹ L'EBITDA retraité exclut les deux éléments non récurrents suivants, sans incidence sur la trésorerie du Groupe en 2009 :

- une charge de 964 millions d'euros liée à la décision du Tribunal de Première Instance de l'Union Européenne (TPIUE) relative au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003 (prise en compte dans les « autres charges opérationnelles ») ;
- la constitution de la provision au titre de la mise en place du "temps partiel séniors" (TPS) suite à l'accord sur l'emploi des séniors signé en novembre 2009, à hauteur de 569 millions d'euros (prise en compte dans les « charges de personnel »).



données trimestrielles

	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2008 à base comparable (non audité)	4 ^{ème} trimestre 2008 données historiques	Variation à base comparable (en %)	Variation en données historiques (en %)
(en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	11 540	11 929	12 254	(3,3)	(5,8)
Achats externes	(5 131)	(5 363)	(5 550)	(4,2)	(7,5)
en % du chiffre d'affaires	44,5%	44,9%	45,3%	(0,4 pt)	(0,8 pt)
dont :					
Achats et reversements aux opérateurs	(1 499)	(1 673)	(1 730)	(10,4)	(13,3)
en % du chiffre d'affaires	13,0%	14,0%	14,1%	(1,0 pt)	(1,1 pt)
Autres charges de réseau et informatiques	(692)	(716)	(726)	(3,3)	(4,7)
en % du chiffre d'affaires	6,0%	6,0%	5,9%	0,0 pt	0,1 pt
Charges immobilières, frais généraux, autres charges externes et production immobilisée	(918)	(920)	(967)	(0,1)	(5,0)
en % du chiffre d'affaires	8,0%	7,7%	7,9%	0,3 pt	0,1 pt
Charges commerciales et achats de contenus	(2 021)	(2 045)	(2 127)	(1,2)	(5,0)
en % du chiffre d'affaires	17,5%	17,1%	17,4%	0,4 pt	0,1 pt
Charges de personnel	(2 780)	(2 132)	(2 174)	30,4	27,8
En % du chiffre d'affaires	24,1%	17,9%	17,7%	6,2 pts	6,4 pts
Autres produits et charges opérationnels	(1 422)	(264)	(292)	-	-
Résultat de cession d'actifs	15	(95)	(106)	-	-
Coûts des restructurations	(88)	(177)	(206)	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	5	(201)	(203)	-	-
EBITDA	2 141	3 707	3 722	(42,3)	(42,5)
En % du chiffre d'affaires	18,5%	31,1%	30,4%	(12,6 pts)	(11,9 pt)
EBITDA retraité³⁰	3 674	3 707	3 722	(0,9)	(1,3)
en % du chiffre d'affaires	31,8%	31,1%	30,4%	0,7 pt	1,4 pt

³⁰ L'EBITDA retraité exclut les deux éléments non récurrents suivants, sans incidence sur la trésorerie du Groupe en 2009 :

- (i) une charge de 964 millions d'euros liée à la décision du Tribunal de Première Instance de l'Union Européenne (TPIUE) relative au régime particulier de taxe professionnelle de France Télécom en France antérieur à 2003 (prise en compte dans les « autres charges opérationnelles ») ;
- (ii) la constitution de la provision au titre de la mise en place du "temps partiel séniors" (TPS) suite à l'accord sur l'emploi des séniors signé en novembre 2009, à hauteur de 569 millions d'euros (prise en compte dans les « charges de personnel »).



annexe 6 : chiffre d'affaires par secteur d'activité

données annuelles

	2009	2008 à base comparable	2008 données historiques	variation à base comparable (en %)	variation en données historiques (en %)
(en millions d'euros)					
France					
Services de Communication Personnels	10 757	10 489	10 506	2,6	2,4
Services de Communication Résidentiels	14 076	14 287	14 374	(1,5)	(2,1)
Services Grand Public	8 734	8 783	8 795	(0,6)	(0,7)
Services aux Opérateurs	4 644	4 670	4 684	(0,6)	(0,9)
Autres revenus SCR	698	834	895	(16,3)	(22,0)
<i>Eliminations</i>	(1 194)	(1 149)	(1 154)	-	-
Total France	23 639	23 627	23 726	0,1	(0,4)
Royaume-Uni					
Services de Communication Personnels	4 931	5 077	5 688	(2,9)	(13,3)
Services de Communication Résidentiels	235	277	311	(14,9)	(24,2)
<i>Eliminations</i>	(59)	(65)	(73)	-	-
Total Royaume-Uni	5 108	5 289	5 926	(3,4)	(13,8)
Espagne					
Services de Communication Personnels	3 216	3 362	3 362	(4,3)	(4,3)
Services de Communication Résidentiels	671	705	705	(4,9)	(4,9)
Total Espagne	3 887	4 067	4 067	(4,4)	(4,4)
Pologne					
Services de Communication Personnels	1 792	1 995	2 460	(10,2)	(27,2)
Services de Communication Résidentiels	2 281	2 408	2 972	(5,3)	(23,2)
<i>Eliminations</i>	(242)	(201)	(248)	-	-
Total Pologne	3 831	4 202	5 184	(8,8)	(26,1)
Reste du monde					
	8 308	8 409	8 322	(1,2)	(0,2)
Entreprises					
Téléphonie fixe et services de données classiques	3 167	3 459	3 444	(8,4)	(8,0)
Services de réseaux avancés Entreprises	2 166	2 081	2 054	4,1	5,4
Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication	1 371	1 349	1 338	1,6	2,4
Autres services Entreprises	856	945	949	(9,5)	(9,8)
Total Entreprises	7 559	7 834	7 785	(3,5)	(2,9)
Opérateurs Internationaux et Services Partagés					
Opérateurs Internationaux	1 208	1 159	1 171	4,2	3,1
Services Partagés	180	186	178	(3,1)	1,6
Total Opérateurs Internationaux et Services Partagés	1 388	1 345	1 349	3,2	2,9
<i>Eliminations inter-secteurs</i>	(2 768)	(2 816)	(2 871)	-	-
Total Groupe y compris le secteur Royaume-Uni	50 952	51 957	53 488	(1,9)	(4,7)
Royaume-Uni	(5 108)	(5 289)	(5 926)	-	-
Flux entre Le Groupe et le secteur Royaume-Uni	100	132	137	-	-
Total Groupe France Télécom	45 944	46 800	47 699	(1,8)	(3,7)



données trimestrielles

(en millions d'euros)	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2008 à base comparable	4 ^{ème} trimestre 2008 données historiques	variation à base comparable (en %)	variation en données historiques (en %)
France					
Services de Communication Personnels	2 704	2 741	2 747	(1,4)	(1,6)
Services de Communication Résidentiels	3 507	3 573	3 612	(1,8)	(2,9)
Services Grand Public	2 180	2 186	2 186	(0,2)	(0,3)
Services aux Opérateurs	1 161	1 186	1 189	(2,1)	(2,3)
Autres revenus SCR	165	202	237	(18,0)	(30,1)
<i>Eliminations</i>	<i>(292)</i>	<i>(301)</i>	<i>(303)</i>	-	-
Total France	5 919	6 013	6 056	(1,6)	(2,3)
Royaume-Uni					
Services de Communication Personnels	1 248	1 256	1 357	(0,7)	(8,0)
Services de Communication Résidentiels	55	64	69	(12,9)	(19,7)
<i>Eliminations</i>	<i>(14)</i>	<i>(15)</i>	<i>(16)</i>	-	-
Total Royaume-Uni	1 290	1 305	1 410	(1,2)	(8,5)
Espagne					
Services de Communication Personnels	799	814	814	(1,7)	(1,7)
Services de Communication Résidentiels	162	181	181	(10,3)	(10,4)
Total Espagne	961	994	994	(3,3)	(3,3)
Pologne					
Services de Communication Personnels	451	527	586	(14,3)	(22,9)
Services de Communication Résidentiels	570	628	697	(9,2)	(18,3)
<i>Eliminations</i>	<i>(61)</i>	<i>(58)</i>	<i>(65)</i>	-	-
Total Pologne	961	1 097	1 218	(12,4)	(21,1)
Reste du monde					
	2 118	2 140	2 287	(1,0)	(7,4)
Entreprises					
Téléphonie fixe et services de données classiques	764	859	866	(11,2)	(11,9)
Services de réseaux avancés Entreprises	546	522	532	4,6	2,6
Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication	363	376	382	(3,4)	(4,9)
Autres services Entreprises	227	253	261	(10,1)	(13,1)
Total Entreprises	1 900	2 010	2 042	(5,5)	(6,9)
Opérateurs Internationaux et Services Partagés					
Opérateurs Internationaux	298	314	316	(5,1)	(5,8)
Services Partagés	51	66	59	(23,1)	(14,4)
Total Opérateurs Internationaux et Services Partagés	349	380	375	(8,3)	(7,2)
<i>Eliminations inter-secteurs</i>	<i>(689)</i>	<i>(735)</i>	<i>(748)</i>	-	-
Total Groupe y compris le secteur Royaume-Uni	12 808	13 204	13 634	(3,0)	(6,1)
Royaume-Uni	(1 290)	(1 305)	(1 410)	-	-
Flux entre Le Groupe et le secteur Royaume-Uni	22	30	30		
Total Groupe France Télécom	11 540	11 929	12 254	(3,3)	(5,8)



annexe 7 : indicateurs clés de performance de France Télécom

(données historiques)	au 31 déc 2008	au 31 mars 2009	au 30 juin 2009	au 30 sept 2009	Au 31 déc 2009
Groupe France Télécom					
Nombre total de clients* (millions)	182,312	183,521	185,953	189,058	192,711
Clients des services de Communication Personnels* (millions)	121,821	122,894	125 501	128,816	132,592
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	45,735	46,263	46,844	47,497	48,636
- dont clients haut débit 3G (millions)	18,583	20,604	22,884	24,498	26,831
Clients des services de Communication Résidentiels haut débit (millions)	12,973	13,248	13,362	13,425	13,506
- dont Livebox louées (millions)	7,794	8,162	8,357	8,527	8,754
- dont clients Voix sur IP (millions)	6,506	6,901	7,105	7,339	7,595
- dont clients IPTV et TV par satellite (millions)	2,109	2,463	2,670	2,916	3,217
France					
Services de Communication Personnels					
Nombre de clients* (millions)	25,202	25,076	25,287	25,354	26,334
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	16,977	17,114	17,327	17,560	17,943
- dont clients haut débit (millions)	11,015	11,566	12,073	12,603	13,556
ARPU total (euros)	398	400	402	398	394
Nombre de clients MVNO (millions)	1,820	1,872	1,981	2,114	2,363
Services de Communication Résidentiels					
Marché Grand Public					
Nombre de clients abonnés au fixe (millions)	21,790	21,549	21,296	21,005	20,626
- dont accès ADSL nu** (millions)	1,998	2,239	2,390	2,590	2,821
ARPU des clients abonnés au fixe (euros)	32,9	33,3	33,6	33,8	34,2
Nombre de clients haut débit ADSL fin de période (millions)	8,326	8,540	8,639	8,763	8,880
Part de marché ADSL fin de période (%) ***	49,4	49,2	48,7	48,3	47,8
Nombre de Livebox (millions)	6,544	6,806	6,991	7,154	7,347
Nombre de clients Voix sur IP (millions)	5,774	6,135	6,339	6,580	6,816
Nombre de clients IPTV et TV par satellite (millions)	1,909	2,166	2,339	2,547	2,761
Marché Opérateurs					
Nombre total de lignes fixes du marché Opérateurs (millions)	7,073	7,481	7,888	8,260	8,736
- dont dégroupage total (millions)	4,939	5,310	5,664	6,002	6,414
- dont vente en gros d'accès ADSL nu** (millions)	1,186	1,232	1,250	1,232	1,245
- dont vente en gros de l'abonnement téléphonique (millions)	0,948	0,939	0,974	1,026	1,076
Royaume-Uni					
Services de Communication Personnels					
Nombre de clients* (millions)	15,995	15,850	15,853	16,110	16,514
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	6,173	6,298	6,443	6,637	6,903
- dont clients haut débit (millions)	3,349	3,824	4,313	4,717	5,343
ARPU total (GBP)	272	271	266	261	257
Services de Communication Résidentiels					
Nombre de clients haut débit ADSL (millions)	1,000	0,977	0,954	0,899	0,840
Espagne					
Services de Communication Personnels					
Nombre de clients* (millions)	11,374	11,426	11,469	11,620	11,879
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	6,434	6,485	6,495	6,519	6,657
- dont clients haut débit (millions)	3,256	3,730	4,154	4,604	5,119
ARPU total (€)	291	284	277	271	266
Services de Communication Résidentiels					
Nombre de clients haut débit ADSL (millions)	1,164	1,165	1,135	1,091	1,086

* Hors les clients des MVNO ** Se reporter au glossaire *** Estimation de la société.



<i>(données historiques)</i>	au 31 déc 2008	au 31 mars 2009	au 30 juin 2009	au 30 sept 2009	Au 31 déc 2009
Pologne					
Services de Communication Personnels					
Nombre de clients* (millions)	14,182	13,681	13,768	13,736	13,714
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	6,168	6,311	6,450	6,508	6,624
- dont clients haut débit (millions)	4,570	4,731	5,370	5,421	5,503
ARPU total (PLN)	591	582	571	551	529
Services de Communication Résidentiels					
Nombre total de lignes téléphoniques (millions)	8,898	8,750	8,613	8,475	8,355
Nombre de clients haut débit (millions)	2,191	2,242	2,267	2,277	2,272
Reste du monde					
Services de Communication Personnels					
Nombre total de clients* (millions)	55,069	56,861	59,125	61,996	64,152
- dont clients bénéficiant d'un forfait (millions)	9,983	10,055	10,130	10,257	10,508
Nombre de clients SCP par région (millions) :					
Europe	19,754	19,551	19,817	20,183	20,696
Afrique et Moyen-Orient	32,901	34,779	36,697	39,073	40,626
Autres opérations	2,414	2,530	2,611	2,739	2,830
Services de Communication Résidentiels					
Nombre total de lignes téléphoniques (000s)	2 297	2 299	2 248	2 259	2 258
dont :					
Europe (000s)	630	649	635	646	660
Afrique et Moyen-Orient (000s)	1 663	1 646	1 609	1 609	1 594
Autres opérations (000s)	4	4	4	4	4
Entreprises					
France					
Nombre de lignes téléphoniques classiques (000s)	5 461	5 390	5 299	5 214	5 145
Nombre de clients Business Everywhere (000s)	683	709	718	736	750
Nombre d'accès permanents aux réseaux de données (000s)	328	330	333	335	335
- dont accès IP-VPN (000s)	270	271	273	274	273
Nombre de connexions XoIP (000s)	19	23	26	29	32
Monde					
Nombre total des accès IP-VPN dans le monde (000s)	321	322	324	325	323

* Hors les clients des MVNO.



annexe 8 : faits marquants

Faits marquants	
Février	
15/02/10	Groupe - Orange lance en Europe l'offre « Travel data daily » à 2€/Mo pour surfer sur internet en toute sérénité en dehors de son pays
14/02/10	Groupe - Orange accélère le déploiement de la téléphonie mobile Haute Définition en Europe
11/02/10	France - Orange lance à partir du 11 février 2010, deux nouvelles offres à petits prix : Smart pour les mobiles et Découverte pour internet
10/02/10	France - Orange investira 2 milliards d'euros dans la fibre en France d'ici 2015
10/02/10	Groupe - Orange Business Services, un des trois partenaires mondiaux de Microsoft pour la distribution de Microsoft Online Services : une confirmation des ambitions des deux acteurs sur le marché du cloud computing
03/02/10	Groupe - Après l'acquisition de 1 millions d'actions en décembre 2009, France Télécom annonce avoir procédé le 25 janvier 2010 à l'acquisition complémentaire de 135 000 actions propres dans le cadre de son programme de rachat d'actions 2009
01/02/10	Groupe - Evolution de la gouvernance du Groupe : Didier Lombard, Président-Directeur général de France Télécom, a décidé de proposer au Conseil d'administration de l'entreprise du 24 février prochain la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général à compter du 1er mars 2010
Janvier	
27/01/10	Groupe - Caroline Mille quitte la Direction de la Communication du Groupe
13/01/10	Egypte - Mobinil : France Télécom prend acte de la décision du Tribunal de suspendre son OPA sur ECMS
10/01/10	France - LG Electronics et Orange s'associent pour proposer un portail de contenus et de services sur la TV connectée
Décembre	
31/12/09	Groupe - Déclaration des transactions sur actions propres réalisées du 21 décembre au 22 décembre 2009
23/12/09	France - L'Arcep confirme qu'Orange offre la meilleure couverture mobile 3G/3G+ en France métropolitaine
21/12/09	France - Orange franchit le cap des 25 millions de clients mobiles en France
18/12/09	Groupe - Orange Business Services présente ses ambitions dans le cloud computing. Orange annonce des services de cloud computing complets, des infrastructures aux applications d'entreprise en temps-réel ; Grâce à ses capacités mondiales inégalées, Orange est le mieux placé pour fournir aux entreprises des services de cloud computing plus simples, plus sûrs et plus flexibles
11/12/09	France - Orange lance le nouveau smartphone BlackBerry® Bold™ 9700 . Ce nouveau smartphone 3G+ associe fonctionnalités et performances haut de gamme à un design compact et élégant
10/12/09	Egypte - Mobinil : France Télécom obtient le visa de l'autorité de marché égyptienne pour son offre d'achat sur les actions ECMS
09/12/09	France & Espagne - Orange, avec le soutien du WWF, est le premier opérateur à afficher les performances écologiques des téléphones
09/12/09	France & Royaume Uni - Orange lance son Application Shop pour accéder en un clic à des milliers d'applications, de services et de jeux
03/12/09	Groupe - Orange, Partenaire Titre de la Coupe d'Afrique des Nations : 1 Milliard de Personnes, Un langage commun : le Football
02/12/09	Groupe - Sur proposition de Didier Lombard, Stéphane Richard est désigné Directeur Général Délégué à compter du 1er janvier 2010
Novembre	
30/11/09	France - Rejet du recours contre la décision de la Commission européenne sur le régime de taxe professionnelle : pas d'impact sur la dette nette du Groupe
27/11/09	Groupe - Orange sacré meilleur opérateur global et meilleur opérateur mobile aux World Communications Awards 2009



Faits marquants	
27/11/09	France - Suite à la signature le 26 novembre 2009 avec les organisations syndicales d'un accord sur l'emploi des séniors et les mesures en faveur des deuxièmes parties de carrières, le Groupe souhaite apporter des précisions sur les conséquences financières liées à la mise en place du « temps partiel séniors ». La provision qu'il est nécessaire de constituer au titre de ces mesures est évaluée à environ 700 millions d'euros
26/11/09	France - France Télécom-Orange a signé le 26 novembre 2009 un accord sur l'emploi des séniors et les mesures en faveur des deuxièmes parties de carrières, concernant ses collaborateurs en France
25/11/09	Suisse - France Télécom et TDC ont signé aujourd'hui les accords relatifs à la fusion de leurs filiales suisses Orange Communication S.A. (« Orange Suisse ») et Sunrise Communications S.A. (« Sunrise »). L'entité combinée devient l'opérateur de télécommunications alternatif national leader en Suisse
18/11/09	France - Orange cinéma séries fête son premier anniversaire : 324 000 abonnés au bouquet Orange cinéma séries – près d'un abonné sur deux utilise la TV de rattrapage ; une programmation exceptionnelle en novembre et décembre ; un accord historique avec les professionnels du cinéma français
17/11/09	Royaume Uni - partenariat entre Orange et Twitter pour étendre et améliorer l'accès à Twitter pour les clients mobile, internet et TV d'Orange
05/11/09	Royaume Uni - France Télécom et Deutsche Telekom ont signé aujourd'hui les accords définitifs relatifs à la fusion de leurs activités Orange et T-Mobile au Royaume-Uni au sein d'une joint venture commune détenue à 50/50. Les accords fermes et définitifs signés à l'issue de la due diligence sont conformes aux termes annoncés le 8 septembre dernier
05/11/09	République d'Arménie - Orange lance aujourd'hui ses services de télécommunications mobiles en République d'Arménie et va ainsi permettre aux Arméniens de profiter dans tout le pays de la qualité des services et des offres innovantes qui font d'Orange une marque mondialement réputée. Orange est désormais présent dans 29 pays et l'Arménie rejoint ainsi une communauté de 126 millions de clients Orange dans le monde
02/11/09	Royaume Uni – lancement le 10 novembre de l'IPHONE au Royaume Uni
Octobre	
28/10/09	Europe - Orange signe un partenariat stratégique avec Google sur les services mobiles en Europe
26/10/09	France - Un service au choix en illimité avec les nouveaux forfaits mobile Origami
20/10/09	Groupe – Nouvelles mesures concrètes sur le stress au travail chez France Télécom
20/10/09	Luxembourg – Mobistar annonce que VOXmobile au Luxembourg devient Orange
12/10/09	Royaume Uni – Orange lance une nouvelle plateforme MVNO en partenariat avec Transatel
12/10/09	France - La nouvelle Livebox d'Orange arrive : plus écologique, plus ergonomique, plus économique et plus performante
07/10/09	Groupe - Discours de Didier Lombard aux organisations syndicales sur le nouveau « contrat social » de France Télécom
05/10/09	Groupe – Stéphane Richard est nommé Directeur Général Adjoint en charge des opérations France

Tous les communiqués de presse sont disponibles sur les sites Internet du Groupe

- www.orange.com (également sur mobile)
- www.orange.co.uk
- www.orange.es
- www.tp-ir.pl
- www.orange-business.com





annexe 9 : glossaire

ADSL nu : l'offre d'accès ADSL nu est destinée aux abonnés qui ne souhaitent pas conserver un abonnement classique et séparé. France Télécom propose également aux autres opérateurs (en France et en Pologne) des offres de gros « ADSL nu », permettant aux abonnés de ces opérateurs, notamment ceux qui ne résident pas dans une zone de dégroupage total, de ne pas conserver l'abonnement téléphonique classique.

ARPU des Services de Communication Personnels : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le chiffre d'affaires du réseau généré sur les douze derniers mois (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

ARPU des Services de Communication Résidentiels : le chiffre d'affaires annuel moyen par ligne des Services fixes Grand Public est calculé en divisant le chiffre d'affaires mensuel moyen, sur la base des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client.

AUPU des Services de Communication Personnels : la consommation mensuelle moyenne par client (AUPU) est calculée en divisant la consommation mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (roaming)), à l'exclusion du trafic des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et investissements financés par location financement.

cash-flow organique : flux net de trésorerie généré par l'activité diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations) et augmenté des produits de cession d'actifs corporels et incorporels. France Télécom utilise le cash-flow organique comme indicateur de performance opérationnelle pour mesurer le cash-flow généré par l'exploitation, hors acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et hors produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée).

charges commerciales : achats externes comprenant les achats de terminaux et autres produits vendus, les commissions de distribution et les dépenses de publicité, promotion, sponsoring et de changement de marque.

chiffre d'affaires des services de données (Services de Communication Personnels) : le chiffre d'affaires des services de données correspond au chiffre d'affaires du réseau à l'exclusion du chiffre d'affaires généré par la voix et du chiffre d'affaires en provenance des MVNO. Il inclut notamment le chiffre d'affaires généré par l'envoi de messages texte (SMS), de messages multimédia (MMS), de données (WAP, GPRS et 3G) et les coûts facturés au client pour l'achat de contenus.

chiffre d'affaires du réseau (Services de Communication Personnels) : le chiffre d'affaires du réseau comprend le chiffre d'affaires (voix et services de données) généré par les appels entrants et sortants, les frais d'accès au réseau, le chiffre d'affaires de l'itinérance (roaming) des clients d'autres réseaux, le chiffre d'affaires des services à valeur ajoutée et le chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels (MVNO).

données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée.

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization. Cet indicateur correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations. Outre les rubriques de l'indicateur Marge Brute Opérationnelle (MBO) utilisé jusqu'en 2008, l'EBITDA inclut la participation et la rémunération en actions des salariés, le résultat des cessions d'actifs, les coûts des restructurations et le résultat des entités mises en équivalence. L'EBITDA est un complément d'information et ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation. L'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS comme élément de mesure de la performance financière et n'est pas directement comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

ensemble des charges immobilières, frais généraux et autres charges : les autres charges incluent, les coûts de matériel, les charges de sous-traitance des centres d'appels, la production immobilisée sur biens et services, les coûts de restructuration, le résultat de cession d'actifs, le résultat des entités mises en équivalence et les autres charges opérationnelles ; les autres charges opérationnelles incluent les impôts et taxes, les provisions et pertes sur créances clients et les autres charges et variations de provisions. Les autres charges opérationnelles sont présentées nettes des autres produits opérationnels.

Internet/Business Everywhere : service mobile qui permet de connecter les ordinateurs portables à l'Internet en situation de mobilité, à l'aide d'une clé branchée dans le port USB.

MVNO : Mobile Virtual Network Operator. Opérateur mobile qui utilise des infrastructures de réseaux tiers.

roaming (itinérance) : utilisation d'un service de téléphonie mobile sur le réseau d'un autre opérateur que celui auprès duquel est souscrit l'abonnement.